

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3079

23 octobre 2014

SOMMAIRE

Alkmene S.à r.l.	147792	Jimmy Investments S.à r.l.	147751
AMO Holding 17 S.à r.l.	147746	Kani Lux Holdings S.à r.l.	147751
Blu Invest S.A.	147748	K-Family Office S.A.	147750
Bogas Coiffure s.à r.l.	147748	Kiso Power Tool AG	147750
Castle Immo S.à r.l.	147747	Leo Portfolios SIF	147752
CC AUDIT and CONSULT	147747	Limelux S.A.	147792
Celsus SA	147748	Luxdynamic S.A.	147753
Celsus SA	147746	Luxmetall Bau AG	147792
CGP Frozen Luxco S.à r.l.	147748	Mallard S.A.	147749
CIBEE Reim Luxembourg S.à r.l.	147748	Marcudia S.A.	147783
Cibelux	147747	Marguerite Silver S.à r.l.	147790
ContourGlobal Development S.à r.l.	147747	MC International S.A.	147753
ContourGlobal Power Holdings S.A.	147747	Michael Horlebein S.à r.l.	147753
Cordonnerie Camy, s.à r.l.	147749	M.L.C. & Partners S.A.	147753
CP Steel Luxco S.à r.l.	147749	Moineau	147752
Crown Premium Private Equity VI S.A., SI- CAV-FIS	147770	Nacoat S.A.	147753
Décors-Cuisines Sàrl	147749	Naiades Capital	147754
ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF C	147791	NATIXIS Luxembourg Investissements	147754
Holdco 2 Citygate S.à r.l.	147755	NextITFrontier S.A.	147754
ICECAPITAL Nordic Secondary Fund S.C.A., SICAR	147751	Pictet International Capital Management	147746
Innovantis S.A.	147750	PLF Investments S.A.	147746
Innovation and Technology Systems G.m.b.H.	147750	PO Co-invest GP	147746
Instal-Fit S.à r.l.	147752	Primecite Invest S.P.F. S.A.	147754
Interparquet S.à r.l.	147752	Société de Promotion et de Participations Immobilières	147768
Interstate Europe	147751	Tintean	147791
Investor Luxembourg S.A.	147751	Tintean S.A.	147791
ISPB LUX SICAV	147750	Trade It Well S.à r.l.	147765
Jemelux	147752	Uxa Group	147792

Pictet International Capital Management, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 43.579.

—
EXTRAIT

- Mme Michèle Berger démissionne en date du 1^{er} août 2014.

- Le Conseil d'Administration du 24 mars 2014 prévoit la nomination de M. Christophe Oppenheim (demeurant professionnellement 5, chemin des Ecoissons - CH - 1134 Chigny) en tant qu'administrateur avec effet au 1^{er} août 2014, jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires qui se tiendra en 2015.

Référence de publication: 2014145084/12.

(140165277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

PLF Investments S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 4, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 149.828.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145086/10.

(140165198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

PO Co-invest GP, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 177.047.

—
Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145087/9.

(140165215) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

AMO Holding 17 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1160 Luxembourg, 24-26, boulevard d'Avranches.

R.C.S. Luxembourg B 135.801.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145342/9.

(140166043) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Celsus SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 142.198.

—
Extrait du Procès-Verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue le 04.08.2014

Cinquième résolution:

L'Actionnaire Unique décide de transférer avec effet immédiat le siège social de la société du 11 A, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 11, Avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CELSUS S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2014145405/14.

(140165893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

CC AUDIT and CONSULT, Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-8011 Strassen, 283, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 109.612.

Les comptes annuels au 31/12/12 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145400/9.

(140165708) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Castle Immo S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8707 Useldange, 12, rue de Boevange.

R.C.S. Luxembourg B 93.097.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145398/9.

(140165458) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

ContourGlobal Power Holdings S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 164.238.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145391/12.

(140165769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

ContourGlobal Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 155.446.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145390/12.

(140165768) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Cibelux, Société Anonyme.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 10-12, avenue du Rock'n'Roll.

R.C.S. Luxembourg B 167.364.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/09/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014145413/12.

(140165850) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

CGP Frozen Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 154.243.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145410/9.

(140165888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Celsus SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 142.198.

Les comptes annuels au 30.06.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CELSUS SA
Société Anonyme

Référence de publication: 2014145406/11.

(140165901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Bogas Coiffure s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4734 Pétange, 33, avenue de la gare.
R.C.S. Luxembourg B 171.490.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145367/10.

(140165621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Blu Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 151.513.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145365/9.

(140165496) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

CIBEE Reim Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 140.169.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession de parts sociales signé en date du 15 janvier 2014 que la société SINOUHE Immobilier a cédé douze mille cinq cents parts sociales qu'elle détenait dans la Société à la société Achadas Worldwide Inc, une société de droit des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à OMC Chambers, Wickham's Cay 1, Road Town Tortola, enregistrée sous le numéro IBC 664117.

Pour extrait
La Société

Référence de publication: 2014145412/15.

(140165336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Cordonnerie Camy, s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 2, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 68.591.

Procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue au siège social le 18 septembre 2014

L'Assemblée constate et approuve la modification du siège social selon les dispositions suivantes:

- A compter de ce jour, le siège sociale est transféré de L-2721 Luxembourg-Kirchberg, 2, rue Arsène Weicker, à L-2721 Luxembourg, 2, rue Alphonse Weicker

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
CORDONNERIE CAMY SARL
Un mandataire

Référence de publication: 2014145421/15.

(140165808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

CP Steel Luxco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.
R.C.S. Luxembourg B 170.925.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145425/9.

(140165886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Décors-Cuisines Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-4820 Rodange, 38, rue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 51.661.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises à l'unanimité par les associés en date du 17 septembre que:

Suite au décès de Monsieur Romain LAROCHE, gérant de la société DECORS-CUISINES S.à.r.l., Madame Patricia VIVIANA, née le 4 juin 1960 à Pétange, demeurant à L-4820 Rodange, 38, rue Guillaume est nommé au poste de gérante de la société.

La gérance est désormais assurée par Monsieur Jeannot MENTZ et Madame Patricia VIVIANA.

Dans le cadre de la gestion journalière, la société est engagée par la signature individuelle d'un des deux gérants jusqu'à la somme de cinq mille euros (5.000.-€), et par la signature conjointe au-delà de cette somme.

Pour extrait conforme,
Rodange, le 17 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145444/17.

(140165909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Mallard S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 72.320.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014145644/13.

(140165275) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Kiso Power Tool AG, Société Anonyme.

Siège social: L-6868 Wecker, 6-10, Härebiërg.

R.C.S. Luxembourg B 47.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145596/9.

(140165417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

K-FO, K-Family Office S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 176.333.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/09/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014145590/12.

(140165557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

ISPB LUX SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 115.669.

Les comptes annuels au 28 février 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

ISPB LUX SICAV

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliataire

Signatures

Référence de publication: 2014145578/15.

(140165529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Innovation and Technology Systems G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1648 Luxembourg, 20, place Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 80.819.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145573/9.

(140165699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Innovantis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 78.115.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145572/9.

(140165742) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Interstate Europe, Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 50.000,00.**

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 141.872.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145559/12.

(140165771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

ICECAPITAL Nordic Secondary Fund S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-1445 Strassen, 7, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 158.643.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145563/10.

(140166030) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Investor Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5670 Altwies, 2, route de Mondorf.

R.C.S. Luxembourg B 66.068.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145576/9.

(140165355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Kani Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 151.969.

Les comptes annuels de la société pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Référence de publication: 2014145591/12.

(140165772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Jimmy Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 134.833.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2014.

SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2014145586/11.

(140165869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Instal-Fit S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 7, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 98.432.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145574/10.

(140165969) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Jemelux, Société Anonyme.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 12, avenue du Rock'n'Roll.

R.C.S. Luxembourg B 183.817.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18/09/2014.

G.T. Experts Comptables Sàrl

Luxembourg

Référence de publication: 2014145588/12.

(140165377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Interparquet S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8447 Steinfort, 10, rue des Prunelliers.

R.C.S. Luxembourg B 48.324.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145575/10.

(140165513) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Leo Portfolios SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 133.053.

EXTRAIT

Le Conseil d'Administration prend note de la démission de M. Gilles Paupe en tant qu'administrateur avec effet au 29 août 2014 et décide de co-opter M. Alain Picherit (demeurant professionnellement au 24, rue Beaumont - L-1219 Luxembourg) en remplacement de M. Gilles Paupe, en tant qu'administrateur avec effet au 29 août 2014 et ce jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires qui aura lieu en 2015.

Référence de publication: 2014145616/12.

(140165765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Moineau, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 179.008.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014145653/10.

(140165479) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

M.L.C. & Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 136.130.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145635/9.

(140165594) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Luxdynamic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 45.333.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUXDYNAMIC S.A.
Société Anonyme
Signature

Référence de publication: 2014145634/12.

(140165857) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

MC International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 103.322.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145649/9.

(140165882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Michael Horlebein S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5440 Remerschen, 94, Waistroos.
R.C.S. Luxembourg B 173.144.

Dépôt rectificatif L140150803 du 22/08/2014

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LE GÉRANT

Référence de publication: 2014145651/11.

(140165806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Nacoat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 161.151.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014145660/13.

(140165572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Naiades Capital, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 4, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 146.802.

EXTRAIT

L'associé unique, dans ses résolutions du 17 septembre 2014, a renouvelé les mandats des gérants.

- Mr Henri GRISIUS, licencié en sciences économiques appliquées, 30, rue Joseph Hansen, L-1716 Luxembourg, gérant.

- Mr Stanislas PEEL, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, gérant.

- Mr Vincent VLIEBERGH, 13, Chemin du Bois Magonette, B-1380 Lasne, Belgique.

Leurs mandats prendront fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 mars 2015.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Pour NAIADES CAPITAL

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2014145665/17.

(140165757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

NATIXIS Luxembourg Investissements, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 107.132.

Monsieur Vincent Goy résidant professionnellement au 68-70, boulevard de la Pétrusse Administrateur de la société Natixis Luxembourg Investissements S.A., n'est plus délégué à la gestion journalière.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014145666/13.

(140165993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

NextITFrontier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8210 Mamer, 90, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 169.738.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014145663/9.

(140165665) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Primecite Invest S.P.F. S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-4761 Pétange, 59, route de Luxembourg

R.C.S. Luxembourg B 32.079.

Extrait du conseil d'administration tenu à Pétange en date du 5 septembre 2014.

Suivant la loi du 28.07.2014 relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur, publiée au Mémorial A- N° 161 du 14 août 2014,

Le Conseil d'Administration décide de nommer:

la société «SOCIÉTÉ DE GESTION INTERNATIONALE S.à.r.l.», expert-comptable, située à L-4761 Pétange, 59 route de Luxembourg et inscrite au RCS sous le numéro B77606, dépositaire des titres au porteur de la société.

Pascal WAGNER / Renée WAGNER-KLEIN / Myriam MATHIEU

Administrateur délégué / Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014145704/15.

(140165833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Holdco 2 Citygate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 180.152.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth of August.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Catalyst Citygate LLP, a limited liability partnership, incorporated and existing under the laws of England and Wales, registered with the Registrar of Companies for England and Wales under the registration number OC387410 and with registered address at 33, Cavendish Square, 18th floor, WIG OPW London, United Kingdom,

here represented by Mrs Linda HARROCH, maître en droit, with professional address in Howald, Luxembourg, by virtue of a proxy given in London, on 21 August 2014.

The said proxy, signed “ne varietur” by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party is the sole shareholder of “Holdco 2 Citygate S.à r.l.” (hereinafter the “Company”), a société à responsabilité limitée, governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 22, Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 180.152, incorporated pursuant to a notarial deed received by the undersigned notary dated 6 September 2013, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the “Mémorial C”) dated 30 October 2013, number 2711, page 130118.

The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions:

First resolution

The shareholder decides to create two new classes of shares referred to as the class A shares (the “Class A Shares”) and the class B shares (the “Class B Shares”).

Second resolution

By a consequence of the above, the shareholder decides to convert the existing twelve thousand five hundred (12,500) shares into twelve thousand five hundred (12,500) Class A Shares.

Third resolution

The shareholder decides to increase the Company’s share capital by an amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.00), so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.00) up to twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.00), by the issue of twelve thousand five hundred (12,500) Class B Shares (collectively referred as the “New Shares”), each having a par value of one Euro (EUR 1.-). Each such New Shares having the same rights and obligations as set out in the Company’s articles of incorporation as amended by the below resolutions, paid up by a contribution in cash.

All the New Shares are entirely subscribed by Catalyst Citygate LLP, prenamed. The total contribution amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.00) is entirely allocated to the Company’s share capital.

The proof of the existence and of the value of the contribution has been produced to the undersigned notary.

Fourth resolution

The shareholder decides to fully restate the articles of incorporation of the Company without amending the purpose clause, which shall be read as follows:

1. Corporate form and name. This document constitutes the articles of incorporation (the “Articles”) of “Holdco 2 Citygate S.à r.l.” (the “Company”), a private limited company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the “1915 Law”).

2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company (the “Registered Office”) is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

2.2 The Registered Office may be transferred:

2.2.1 to any other place within the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by:

(a) the Sole Manager (as defined in Article 9.2) if the Company has at the time a Sole Manager; or

(b) the Board of Managers (as defined in Article 9.3) if the Company has at the time a Board of Managers; or

2.2.2 to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg (whether or not in the same municipality) by a resolution of the shareholders of the Company (a “Shareholders’ Resolution”) passed in accordance with these Articles - including

Article 14.4 - and the laws from time to time of the Grand Duchy of Luxembourg including the 1915 Law (“Luxembourg Law”).

2.3 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic, social or otherwise, which would prevent normal activity at the Registered Office, the Registered Office may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company’s nationality and the Company will, notwithstanding this temporary transfer of the Registered Office, remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the Registered Office will be made by the Sole Manager or the Board of Managers as appropriate.

2.4 The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

3. Objects. The objects of the Company are:

3.1 to act as an investment holding company and to coordinate the business of any corporate bodies in which the Company is for the time being directly or indirectly interested, and to acquire (whether by original subscription, tender, purchase, exchange or otherwise) the whole of or any part of the stock, shares, debentures, debenture stocks, bonds and other securities issued or guaranteed by any person and any other asset of any kind and to hold the same as investments, and to sell, exchange and dispose of the same;

3.2 to purchase, take on lease, exchange, hire and otherwise acquire any real or personal property and any right or privilege over or in respect of it;

3.3 to hold any shares, debentures and other securities so acquired; to improve, manage, develop, sell, exchange, lease, mortgage, dispose of, grant options over, turn to account and otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

3.4 to carry on any trade or business whatsoever and to acquire, undertake and carry on the whole or any part of the business, property and/or liabilities of any person carrying on any business;

3.5 to invest and deal with the Company’s money and funds in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) think fit and to lend money and give credit in each case to any person with or without security;

3.6 to borrow, raise and secure the payment of money in any way the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) think fit, including by the issue (to the extent permitted by Luxembourg Law) of debentures and other securities or instruments, perpetual or otherwise, convertible or not, whether or not charged on all or any of the Company’s property (present and future) or its uncalled capital, and to purchase, redeem, convert and pay off those securities;

3.7 to acquire an interest in, amalgamate, merge, consolidate with and enter into partnership or any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint venture, reciprocal concession or otherwise with any person, including any employees of the Company;

3.8 to enter into any guarantee or contract of indemnity or surety-ship, and to provide security, including the guarantee and provision of security for the performance of the obligations of and the payment of any money (including capital, principal, premiums, dividends, interest, commissions, charges, discount and any related costs or expenses whether on shares or other securities) by any person including any body corporate in which the Company has a direct or indirect interest or any person which is for the time being a member or otherwise has a direct or indirect interest in the Company or is associated with the Company in any business or venture, with or without the Company receiving any consideration or advantage (whether direct or indirect), and whether by personal covenant or mortgage, charge or lien over all or part of the Company’s undertaking, property, assets or uncalled capital (present and future) or by other means; for the purposes of this Article 3.8 "guarantee" includes any obligation, however described, to pay, satisfy, provide funds for the payment or satisfaction of (including by advance of money, purchase of or subscription for shares or other securities and purchase of assets or services), indemnify and keep indemnified against the consequences of default in the payment of, or otherwise be responsible for, any indebtedness of any other person;

3.9 to do all or any of the things provided in any paragraph of this Article 3 (a) in any part of the world; (b) as principal, agent, contractor, trustee or otherwise; (c) by or through trustees, agents, subcontractors or otherwise; and (d) alone or with another person or persons;

3.10 to do all things (including entering into, performing and delivering contracts, deeds, agreements and arrangements with or in favor of any person) that are in the opinion of the Sole Manager or the Board of Managers (as appropriate) incidental or conducive to the attainment of all or any of the Company’s objects, or the exercise of all or any of its powers;

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

4. Duration. The Company is established for an unlimited duration.

5. Share capital - Shares.

5.1 The Company’s share capital is set at twenty-five thousand Euro (EUR 25,000.00) represented by twenty-five thousand (25,000) shares, divided into twelve thousand five hundred (12,500) class A shares (the “A Shares”) and twelve thousand five hundred (12,500) class B shares (the “B Shares” and together with the A Shares, the “Shares”), each having

a par value of one Euro (EUR 1.-) and having such rights and obligations as set out in these Articles. In these Articles, "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares and "Shareholder" shall be construed accordingly.

5.2 Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

5.3 All Shares issued by the Company are redeemable shares. Subscribed and fully paid in Shares shall be redeemable at any time upon request of the board of managers of the Company in accordance with the 1915 Law. The redemption of the Shares of a given class can only be made by using sums available for distribution in accordance with the 1915 Law (distributable funds including the share premium account) and which are the proceeds of the partial or total disposal and/or other income of the related Investment (as such term is defined hereafter). The Shares that have been redeemed must be immediately cancelled as foreseen under article 49-3 of the law of the 1915 Law and as such bear no voting rights, and shall have no rights to receive any dividends or liquidation proceeds. The partners agree that the redemption of the Shares of a given class made in accordance with the provisions hereof respects their right to equal treatment by the Company.

5.4 The redemption price of the Shares of a given class (the «Redemption Price») is calculated by the manager(s) or by such person appointed by the manager(s) on the basis of the net asset value of the corresponding Investment (as defined below). The Redemption Price may be paid either in form of a cash distribution or of a distribution in kind or one part in cash and one part in kind.

5.5 The net asset value of the Shares of a given class shall be expressed as a per share figure and shall be determined in respect of any valuation day by dividing the net assets of the corresponding Investment, being the fair market value of the underlying assets of the Investment less the liabilities attached to such Investment at close of business on that day, by the number of Shares of a given class then outstanding at such close of business. The fair market value of the underlying assets of the Investment may be further defined on such other basis as the manager(s) determine(s) to be fair and reasonable.

5.6 In the absence of any bad faith, gross negligence or overt error, any decision taken by the manager(s) with respect to the calculation of the Redemption Price shall be conclusive and binding on the Company and on its present, past and future partners.

5.7 Except if otherwise provided in a partners' agreement which may be entered into between the Company and the partners of the Company, at least seven (7) days prior to any redemption date, written notice shall be sent by registered mail or internationally recognized overnight courier to each registered partners of the class of Shares to be redeemed, at his address last shown in the partners' register of the Company, notifying such holder of the number of shares so to be redeemed, specifying the redemption date, the Redemption Price and the procedures necessary to submit Shares to the Company for redemption (such notice is hereinafter referred to as the «Redemption Notice»). The Redemption Price of such Shares shall be payable to the order of the person whose name appears on the share register as the owner thereof on the bank account provided to the Company by such partner before the redemption date.

6. The share capital may be modified at any time by approval of a majority of Partners representing three quarters of the share capital at least. The shares to subscribe shall be offered preferably to the existing Partners, in proportion to the share in the capital represented by their shares.

7. The Shares to be issued pursuant to article 5 hereof may, as the manager(s) shall determine, be of different Classes. The proceeds relating to the issue of each Class of Shares shall be invested pursuant to the investment policy determined by the manager(s) for the Investment established in respect of the relevant Class or Classes of Shares.

7.1 The manager(s) shall identify the relevant portfolio of assets constituting an investment (each an «Investment») to which each Class of Shares relates. For the avoidance of doubt Investment includes the holding of shares in a specific investment as well as the proceeds resulting from the sale of this specific investment. As between partners, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Class of Shares. The Company shall be considered as one single legal entity; however, with regard to third parties and in particular towards the Company's creditors, the partners of a specific Class shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to the underlying Investment of such Class, subject to the provisions of applicable law and contractual arrangements.

7.2 The Company shall have the right, in the event the value of the Investment of a particular class of Shares drops below the acquisition value thereof, resulting in a loss to the Company, to elect, at its discretion, to redeem the shares of the Class of Shares corresponding to such Investment as well as any debt instruments issued to finance the acquisition of the Investment, and in consideration therefore to transfer and assign to the holder(s) of such shares and debt instruments, the Investment concerned.

8. Transfer of shares.

8.1 The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners, at a majority of three-quarters of the share capital.

8.2 The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

9. Management.

9.1 The Company will be managed by one or more managers ("Managers") who shall be appointed by a Shareholders' Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

9.2 If the Company has at the relevant time only one Manager, he is referred to in these Articles as a “Sole Manager”.

9.3 If the Company has from time to time more than one Manager, they will constitute a board of managers or conseil de gérance (the “Board of Managers”).

9.4 A Manager may be removed at any time for any legitimate reason by a Shareholders’ Resolution passed in accordance with Luxembourg Law and these Articles.

10. Powers of the managers. The Sole Manager, when the Company has only one Manager, and at all other times the Board of Managers, may take all or any action, which is necessary or useful to realise any of the objects of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or these Articles to be decided upon by the Shareholders.

11. Representation. Subject as provided by Luxembourg Law and these Articles, the following are authorised to represent and/or bind the Company:

11.1 if the Company has a Sole Manager, the Sole Manager;

11.2 if the Company has more than one Manager, any two Managers;

11.3 any person to whom such power has been delegated in accordance with Article 12.

12. Agent of the managers. The Sole Manager or, if the Company has more than one Manager, any manager may delegate any of their powers for specific tasks to one or more ad hoc agents and will determine any such agent’s powers and responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

13. Board meetings.

13.1 Meetings of the Board of Managers (“Board Meetings”) may be convened by any Manager. The Board of Managers shall appoint a chairman.

13.2 The Board of Managers may validly debate and take decisions at a Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Managers have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Board Meeting, in person or by an authorized representative.

13.3 A Manager may appoint any other Manager (but not any other person) to act as his representative (a “Manager’s Representative”) at a Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Board Meeting. A Manager can act as representative for more than one other Manager at a Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Managers are physically present at a Board Meeting held in person or participate in person in a Board Meeting held under Article 13.5.

13.4 The Board of Managers can only validly debate and take decisions if a majority of the Managers are present or represented. Decisions of the Board of Managers shall be adopted by a simple majority.

13.5 A Manager or his Manager’s Representative may validly participate in a Board Meeting through the medium of conference telephone, video conference or similar form of communications equipment (initiated from Luxembourg) provided that all persons participating in the meeting are able to hear and speak to each other throughout the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Managers shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of directors (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place.

13.6 A resolution in writing signed by all the Managers (or in relation to any Manager, his Manager’s Representative) shall be as valid and effective if it had been passed at a Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Managers concerned. For the avoidance of doubt, written resolution shall be avoided in case the Company has to decide any important or strategic decisions.

13.7 The minutes of a Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Board Meeting may be certified by any Manager present at the Meeting.

14. Shareholders’ resolutions.

14.1 Each Shareholder shall have one vote for every Share of which he is the holder.

14.2 Subject as provided in Articles 14.3, 14.4 and 14.5, Shareholders’ Resolutions are only valid if they are passed by Shareholders holding more than half of the Shares, provided that if that figure is not reached at the first meeting or first written consultations, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter and the resolution may be passed by a majority of the votes cast, irrespective of the number of Shares represented.

14.3 Shareholders may not change the nationality of the Company or oblige any of the Shareholders to increase their participation in the Company otherwise than by unanimous vote of the Shareholders.

14.4 Subject as provided in Article 14.3, any resolution to change these Articles (including a change to the Registered Office), subject to any provision of the contrary, needs to be passed by a majority in number of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

14.5 A resolution to determine the method of liquidating the Company and/or to appoint the liquidators needs to be passed by at least half of the Shareholders representing three quarters of the Shares.

14.6 A meeting of shareholders may validly debate and take decisions without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Shareholders have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Shareholders' Meeting, in person or by an authorised representative.

14.7 A Shareholder may be represented at a Shareholders' meeting by appointing in writing (or by fax or e-mail or any similar means) a proxy or attorney who need not be a Shareholder.

14.8 If at the time the Company has no more than twenty-five Shareholders, Shareholders' Resolutions may be passed by written vote of Shareholders rather than at a meeting of Shareholders provided that each Shareholder receives the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and gives his vote in writing.

15. Business year. The Company's financial year starts on 1st January and ends on the 31st December of each year.

Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

16. Distribution right of shares.

16.1 Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

16.2 On separate accounts (in addition of the accounts held by the Company in accordance with the law and normal accounting practice), the Company shall determine at the end of each financial year, a result for each Investment which will be determined as follows.

16.3 The result of each Investment will consist in the balance of all income, profits or other receipts paid or due in any other manner in relation to its above corresponding assigned Investment (including capital gains, liquidation surplus, dividends distribution) and the amount of the expenses, losses taxes and other transfers of funds incurred by the Company during this exercise and which can regularly and reasonably be attributed to the management, operation of such Investments (including fees, costs, corporate income tax on capital gain, expenses relating to dividend distribution) (the "Available Amount"). All other unassigned incomes and expenses of the Company will be allocated between the different Classes of shares in proportion of all shares outstanding.

16.4 The partner(s) will approve such separate accounts simultaneously with the accounts held by the Company in accordance with the law and normal practice.

16.5 The Available Amount related to a specific Class of Shares will be available for payment of dividend to the holders of that specific Class of Shares (to which the Investment relates).

17. Dissolution and liquidation.

17.1. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of Partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by law, the liquidators shall be vested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company, it being specified that the liquidation surplus of the Company is to be calculated and disposed of in the manner provided for in article 16 of these Articles.

17.2. Any liquidation surplus comprised in each Investment, after payment of the Company's liabilities, shall be distributed amongst the holders of the relevant class of shares in proportion to their respective holdings of such shares.

17.3. For the purposes of Article 17.2:

(a) any liabilities or expenses of the Company attributable to, or incurred in respect of, an Investment shall be regarded as a reduction in the value of the assets forming part of the relevant Investment;

(b) any liabilities or expenses of the Company not falling within (a) above shall be regarded as a reduction in the value of the assets of the Investment in proportion to the value of the assets comprised in them respectively;

(c) in the event that the liabilities or expenses to be applied in reduction of a particular Investment under (a) or (b) above exceed the value of that asset, the value of that asset shall be regarded as nil for the purposes of this Article 17.2, and such shortfall shall be applied in reduction of the other Investment in proportion to the value of the assets comprised in them respectively (such value being calculated, in the case of each asset, after first giving effect to the reductions required by paragraphs (a) and (b) above).

18. Interpretation and Luxembourg law.

18.1 In these Articles:

18.1.1 a reference to:

(a) one gender shall include each gender;

(b) (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;

(c) a “person” includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);

(d) a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

18.1.2 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

18.2 In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.”

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to one thousand five hundred euro.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq août.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-duché de Luxembourg.

A comparu:

Catalyst Citygate LLP, un limited liability partnership, constitué et régi par les lois de Grande Bretagne, immatriculé auprès du Registrar of Companies for England and Wales sous le numéro OC387410 et dont le siège social est au 33, Cavendish Square, 18th floor, WIG OPW Londres, Royaume Uni,

ici représentée par Madame Linda HARROCH, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Londres, le 21 août 2014.

La procuration signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte, pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante est l'associé unique de «Holdco 2 Citygate S.à r.l.» (ci-après la «Société»), une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 22 Rue Goethe, L-1637 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 180.152, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 6 septembre 2013, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») en date du 30 octobre 2013, numéro 2711, page 130118.

Laquelle partie comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de créer deux nouvelles classes de parts sociales référencées comme étant les parts sociales de classe A (les «Parts Sociales de Classe A») et les parts sociales de classe B (les «Parts Sociales de Classe B»).

Seconde résolution

En conséquence de ce qui précède, l'associé unique décide de convertir les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales existantes en douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe A.

Troisième résolution

L'associé unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00), de façon à l'accroître de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) à vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,00), par l'émission de douze mille cinq cents (12.500) Parts Sociales de Classe B (collectivement désignées comme les «Nouvelles Parts Sociales»), chacune ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1.00) et ayant les mêmes droits et obligations tels qu'indiqués dans les statuts de la Société tels que modifiés par les résolutions ci-dessous, payées par un apport en numéraire.

L'ensemble des Nouvelles Parts Sociales est entièrement souscrit par Catalyst Citygate LLP, prénommée. Le montant total de l'apport de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) pour ces Nouvelles Parts Sociales est intégralement alloué au capital social de la Société.

La preuve du montant total de l'apport a été apportée au notaire instrumentant.

Quatrième résolution

L'associé unique décide de refondre entièrement les statuts de la Société sans modifier la clause relative à l'objet social, qui devront dès lors être lus comme suit:

1. Forme et nom. Ce document constitue les statuts (les «Statuts») de «Holdco 2 Citygate S.à r.l.» (la «Société»), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg notamment la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société (le «Siège Social») est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

2.2 Le Siège Social peut être transféré:

2.2.1 en tout autre endroit au sein de la même commune du Grand-Duché de Luxembourg par:

(a) L'associé Unique (tel que défini à l'Article 9.2) si la Société est administrée par un Associé Unique; ou

(b) Le Conseil de Gérance (tel que défini à l'Article 9.3) si la Société administrée par un Conseil de Gérance; ou

2.2.2 en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg (au sein de la même commune ou non) par résolution des associés de la Société (une «Résolution des Associés») prise en conformité avec ces Statuts - notamment l'article 14.4 - et les lois en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg notamment la Loi de 1915 (la «Loi Luxembourgeoise»).

2.3 Au cas où des événements d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au Siège Social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le Siège Social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de siège social, restera de nationalité luxembourgeoise. La décision de transférer le Siège Social à l'étranger sera prise par l'Associé Unique ou le Conseil de gérance, le cas échéant.

2.4 La Société peut ouvrir des bureaux ou des succursales au sein du Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

3. Objet. L'objet de la Société est:

3.1 d'agir en tant que société holding d'investissement et de coordonner l'activité de toutes entités dans lesquelles la Société a un intérêt direct ou indirect, et d'acquérir (soit par souscription originale, offre publique, achat, échange ou autre) la totalité ou une partie du capital, des actions, des obligations, des bons ou autres titres émis ou garantis par toute personne et tout autre actif et de les détenir en tant qu'investissements, de les vendre, de les échanger et d'en disposer;

3.2 d'acheter, de prendre à bail, d'échanger, de louer ou d'acquérir par tout autre moyen tout bien immeuble ou meuble et tout droit ou privilège existant sur ce bien ou relatif à celui-ci;

3.3 de détenir toutes actions, obligations et autres titres ainsi acquis; d'améliorer, gérer, développer, vendre, échanger, louer, hypothéquer, disposer de, octroyer des options sur, ou négocier la totalité ou une partie des biens et droits de la Société;

3.4 de réaliser tout commerce ou affaires de toutes sortes et d'acquérir, entreprendre ou poursuivre tout ou une partie des affaires, des biens et/ou passifs de toute personne réalisant des affaires;

3.5 d'investir et de négocier de l'argent et les fonds de la Société de quelque manière que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) estime adéquate et de prêter de l'argent et d'octroyer crédit à toute personne avec ou sans garantie;

3.6 d'emprunter, lever ou garantir le paiement de sommes d'argent de quelque manière que l'Administrateur Unique ou le Conseil de Gérance estime adéquate, incluant l'émission (dans le cadre permis par la Loi Luxembourgeoise) d'obligations et autres titres ou instruments financiers, perpétuels ou autre, convertibles ou non, à payer ou non sur la totalité ou une partie des biens de la Société (présents et futurs) ou sur son capital non encore libéré, et d'acheter, racheter, convertir et rembourser ces titres;

3.7 d'acquérir tout intérêt dans, fusionner avec, ou entrer dans tout partenariat ou accord relatif au partage de profits, l'union d'intérêts, la coopération, la participation en société, la concession mutuelle ou autre, avec toute personne, incluant tout employé de la Société;

3.8 de conclure toute garantie ou tout engagement d'indemniser, et de fournir toute sûreté incluant les garanties et octroi de sûretés pour la réalisation d'obligations et le paiement de toute somme d'argent (incluant le capital, le principal, les primes, dividendes, intérêts, commissions, charges, escomptes ou tous coûts relatifs ou dépenses sur actions ou autres titres) par toute personne incluant toute entité sociale dans laquelle la Société a un intérêt direct ou indirect ou toute personne étant membre ou ayant un intérêt direct ou indirect dans la Société ou étant associée avec la Société dans toute activité ou entreprise, que la Société en reçoive ou non une contrepartie ou un avantage (direct ou indirect), soit par engagement personnel ou hypothèque, sûreté ou privilège sur tout ou une partie du fonds de commerce, des biens, des actifs ou du capital non encore libéré de la Société (présent et futur) ou par tout autre moyen; pour les besoins du présent Article 3.9 «garantie» inclut toute obligation, quel qu'en soit le libellé, de payer, satisfaire, fournir des fonds pour le paiement ou la satisfaction de (incluant l'avance d'argent, l'achat ou la souscription d'actions ou autres titres et l'achat d'actifs ou de services), d'indemniser et maintenir indemnisé contre les conséquences d'un défaut de paiement, ou d'être responsable, de toute autre manière, des dettes de toute autre personne;

3.9 de faire toute chose prévue aux paragraphes du présent Article 3 (a) dans toute partie du monde; (b) en tant que commettant, agent, le contractant, fiduciaire ou autre; (c) par l'intermédiaire de fiduciaires, agents, sous-contractants ou autres; (d) seul ou avec d'autre(s) personne(s);

3.10 de faire toutes choses (incluant conclure, réaliser ou délivrer des contrats, actes, accords et arrangements avec ou en faveur de toute personne) que le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance (tel qu'approprié) considère comme incitant ou propice à l'accomplissement de tout ou partie de l'objet social de la Société, ou l'exercice de tout ou partie des pouvoirs de celle-ci;

SOUS RESERVE que la Société n'entrera jamais dans aucune opération qui constituerait une activité réglementée du secteur financier ou qui exigerait une licence professionnelle conformément à la Loi Luxembourgeoise, sans l'autorisation requise par celle-ci.

4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,00), représenté par vingt-cinq mille (25.000) parts sociales, subdivisées en (i) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe A (les «Parts Sociales de Classe A») et (ii) douze mille cinq cent (12.500) parts sociales de classe B (les «Parts Sociales de Classe B») et avec les Parts Sociales de Classe A, les «Parts Sociales»), d'une valeur d'un euro (EUR 1.-) chacune, ayant les droits et obligations tels que prévus par les Statuts. Dans les présents Statuts, «Associés» signifie les détenteurs au moment opportun de Parts Sociales et «Associé» devra être interprété conformément.

5.2 Chaque Part Sociale donne un droit de vote aux assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

5.3 Toutes les Parts Sociales émises par la Société sont des Parts Sociales rachetables. Les Parts Sociales souscrites et entièrement libérées seront rachetables à tout moment à la demande du conseil de gérance de la Société conformément à la Loi de 1915. Il ne pourra être procédé au rachat des actions d'une catégorie déterminée qu'en utilisant les montants disponibles pour distribution conformément à la Loi de 1915 (fonds distribuables incluant le compte de prime d'émission) et qui sont les produits de vente ou cessions totales ou partielles et/ou d'autres revenus des Investissements s'y rattachant (tel que défini ci-après). Les Parts Sociales qui auront été rachetées devront immédiatement être annulées comme stipulé à l'article 49-3 de la Loi de 1915 et ne donneront plus de droit de vote ni le droit de recevoir aucun dividende ni produit de liquidation. Les associés reconnaissent que le rachat des Parts Sociales d'une catégorie de Parts Sociales déterminée est conforme aux dispositions de la loi et respecte leur droit à traitement égal par la Société.

5.4 Le prix de rachat des Parts Sociales d'une catégorie de Parts Sociales déterminée ("Prix de Rachat") est calculé par le gérant ou le conseil de gérance, le cas échéant, ou par une personne nommée par le gérant ou le conseil de gérance, le cas échéant, sur base de l'actif net de l'Investissement correspondant (tel que défini ci-dessous). Le Prix de Rachat peut être payé soit en espèces soit en nature ou pour partie en espèces et l'autre en nature.

5.5 La valeur de l'actif net des Parts Sociales d'une catégorie déterminée sera exprimée suivant le pair comptable et sera fixée au jour de valorisation en divisant l'actif net de l'Investissement correspondant, correspondant à valeur marchande des actifs sous-jacents de l'Investissement moins les dettes associées à un tel Investissement à cette date de valorisation, par le nombre de Parts Sociales d'une catégorie déterminée encore impayé à cette même date. La valeur marchande des actifs sous-jacents de l'Investissement peut-être ensuite défini sur d'autres bases que le gérant ou le conseil de gérance, le cas échéant, estimera être justes et raisonnables.

5.6 En l'absence de toute mauvaise foi, faute lourde ou erreur manifeste, chaque décision prise en relation avec le calcul du Prix d'Achat par le gérant ou le conseil de gérance sera décisive et engagera la Société ainsi que ses associés actuels, passés et futurs.

5.7 Sauf si stipulé différemment dans un pacte d'associés qui pourrait être conclut entre la Société et les associés de la Société, une convocation écrite sera envoyée par lettre recommandée ou par transporteur internationalement reconnu, à chaque associé détenteur de catégories d'actions à rembourser, au moins sept (7) jours avant toute date de rachat, à son adresse telle que renseignée dans le plus récent registre des associés, notifiant au détenteur le nombre de Parts Sociales sujettes au rachat, en spécifiant la date du rachat, le Prix de Rachat et les procédures à suivre pour soumettre les Parts Sociales au rachat par la Société (une telle convocation est ci-après définie comme "Convocation de Rachat". Le prix de rachat de telles Parts Sociales sera payable à l'ordre des personnes dont le nom apparaît sur le registre des associés en qualité de propriétaire de celles-ci sur le compte bancaire dont les références ont été transmises à la Société par ledit associé avant la date de Rachat ont été transmises à la Société par ledit associé avant la date de Rachat.

6. Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les Parts Sociales à souscrire seront proposées à titre préférentiel aux associés actuels, proportionnellement à leur part dans le capital social représentée par leurs Parts Sociales.

7. Les Parts Sociales à souscrire dans le cadre de l'article 5 peuvent, ainsi que le gérant ou le conseil de gérance, le cas échéant, le déterminera, être de catégories différentes. Les produits relatifs à l'émission de chaque Catégorie de Parts Sociales seront investis suivant la politique d'investissement déterminée par le gérant ou le conseil de gérance, le cas échéant, envers l'Investissement établi à l'égard de(s) Catégorie(s) de Parts Sociales concernées.

7.1 Le gérant ou le conseil de gérance, le cas échéant, identifieront le portefeuille d'actifs appropriés constituant un investissement ("l'Investissement") auquel chaque Catégorie de Parts Sociales se rapportera. Afin d'éviter toute confusion, l'Investissement comprend la détention des Parts Sociales dans un investissement spécifique ainsi que les revenus résultant de la vente de cet investissement spécifique. Comme entre Associés, chaque portefeuille d'actifs sera investi au profit exclusif de la Catégorie de Parts Sociales concernée. La Société sera considérée comme une seule entité juridique; quoiqu'il en soit, concernant les tiers et en particuliers envers les créanciers de la Société, les associés d'une Catégorie de Parts Sociales spécifiques seront exclusivement responsables des dettes liées à l'Investissement sous-jacent de cette Catégorie de Parts Sociales, soumis aux dispositions de la loi applicable et aux dispositions contractuelles.

7.2 La Société pourra valablement, au cas où la valeur de l'Investissement d'une catégorie de Parts Sociales particulière baisse en dessous de la valeur d'acquisition, entraînant une perte pour la Société, choisir, à son entière discrétion, de racheter les parts des Catégories de Parts correspondantes à un tel Investissement ainsi que tout instrument financier émis afin de financer l'acquisition de l'Investissement, et en considérant par conséquent ce qui précède, de transférer et d'assigner aux détenteurs de telles parts et instruments financiers l'Investissement concerné.

8. Transfert des parts.

8.1 Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés. Les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

8.2 Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de Parts Sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

9. Gérance.

9.1 La Société est administrée par un ou plusieurs gérants («Gérants») nommés par une Résolution des Associés prise en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

9.2 Dans le cas où la Société est administrée par un seul gérant, il est défini ci-après comme le «Gérant Unique».

9.3 En cas de pluralité de gérants, ils constitueront un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance»).

9.4 Un gérant pourra être révoqué à tout moment, pour toute cause légitime, par Résolution des Associés prise en conformité avec la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts.

10. Pouvoirs des gérants. Le Gérant Unique, lorsque la Société n'a qu'un seul gérant, ou dans tous les autres cas, le Conseil de Gérance, peut prendre toutes les actions nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de celles requérant une décision des Associés conformément à la Loi Luxembourgeoise ou aux présents Statuts.

11. Représentation de la société. Sous réserve des dispositions prévues par la Loi Luxembourgeoise et les présents Statuts, les personnes suivantes sont autorisées à représenter et/ou engager la Société:

11.1 Dans le cas où la Société n'a qu'un Gérant Unique, le Gérant Unique;

11.2 En cas de pluralité de gérants, deux des Gérants;

11.3 Toute personne à qui le pouvoir aura été délégué en conformité avec l'Article 12.

12. Agent des gérants. Le Gérant Unique, ou en cas de pluralité de Gérants, tout gérant, peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées et détermine les pouvoirs, responsabilités et la rémunération (le cas échéant) de tout mandataire, la durée de représentation de la Société ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

13. Réunion du conseil de gérance.

13.1 Les réunions du Conseil de Gérance (les «Réunions du Conseil de Gérance») sont convoquées par tout Gérant. Le Conseil de Gérance nommera un président.

13.2 Le Conseil de Gérance peut valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil de Gérance sans convocation préalable si tous les gérants ont renoncé aux formalités de convocation, soit par écrit ou lors de la dite Réunion du Conseil de Gérance en personne ou par un représentant autorisé.

13.3 Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une Réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant (à l'exclusion de toute autre personne), pour assister, délibérer, voter et exécuter ses fonctions en son nom lors de cette Réunion du Conseil de Gérance. Un Gérant peut agir en tant que représentant de plusieurs autres Gérants lors d'une Réunion du Conseil de Gérance sous réserve que (et tant que les conditions de quorum sont satisfaites) au moins deux Gérants soient physiquement présents à la Réunion du Conseil de Gérance tenue en personne ou participent à la Réunion du Conseil de Gérance tenue conformément à l'Article 12.5.

13.4 Le Conseil de Gérance ne peut valablement débattre et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance seront adoptées à une majorité simple.

13.5 Tout Gérant ou son représentant peut valablement participer à une Réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique, vidéo conférence ou tout autre moyen de communication similaire (initiée depuis le Luxembourg) sous réserve que chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les autres participants tout au

long de la réunion. Ledit participant sera réputé présent à la réunion, sera comptabilisé dans le quorum et habilité à prendre part au vote. Conformément à la Loi Luxembourgeoise, toute affaire conclue de telle manière par les Gérants sera, pour les besoins de ces Statuts, réputée valablement et effectivement conclue par le Conseil de Gérance, nonobstant le fait que le nombre de Gérants (ou leur représentant) physiquement présents au même endroit est inférieur au nombre requis.

13.6 Une résolution écrite, signée par tous les Gérants (ou pour tout Gérant, son représentant), est valide et effective comme si elle avait été adoptée lors d'une Réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue et peut être documentée dans un document unique ou dans plusieurs documents ayant le même contenu, signés par ou au nom d'un ou plusieurs des Gérants. Les résolutions écrites devront être évitées en cas de prise de décisions importantes et stratégiques.

13.7 Les procès-verbaux des Réunions du Conseil de Gérance sont signés et les extraits de ces procès-verbaux certifiés par tous les Gérants présents aux réunions.

14. Résolutions des associés.

14.1 Tout Associé dispose d'un vote pour chaque action qu'il détient.

14.2 Comme prévu aux Articles 14.3, 14.4 et 14.5, les Résolutions des Associés sont valablement prises seulement si les Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent, toutefois si le quorum n'est pas atteint lors de la première réunion ou première consultation écrite, les Associés peuvent être convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée avec accusé de réception et la résolution pourra être prise à la majorité des votes enregistrés, sans tenir compte du nombre de Parts Sociales représentées.

14.3 Le changement de nationalité de la Société ainsi que l'accroissement des participations des Associés dans la Société requièrent l'unanimité.

14.4 Tel qu'il est prévu à l'Article 14.3, toute résolution modifiant les Statuts (y compris un changement de Siège Social) ne peut être adoptée que par une majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

14.5 Une résolution visant à déterminer la méthode de liquidation de la Société et/ou à nommer les liquidateurs ne peut être adoptée que par une majorité en nombre des Associés détenant au moins les trois quarts des Parts Sociales.

14.6 Une assemblée des Associés peut valablement débattre et prendre des décisions sans convocation préalable si tous les Associés ont renoncé aux formalités de convocation, soit par écrit ou lors de la dite assemblée en personne ou par représentant autorisé.

14.7 Un Associé pourra être représenté à une assemblée des Associés en nommant par écrit (par fax ou par e-mail ou par tout autre moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être nécessairement un Associé.

14.8 S'il y a moins de vingt-cinq Associés, les Résolutions des Associés pourront être prises par écrit et non en assemblée, sous réserve que chaque Associé reçoive le texte exact des résolutions et des décisions à adopter et donne son vote part écrit.

15. Exercice social. L'année sociale de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

16. Droit de distribution des parts sociales.

16.1 Sur le bénéfice net de la Société, il sera affecté cinq pour cent (5%) sur le compte réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social émis par la Société. Le solde sera librement utilisé par les associés.

16.2 Sur des comptes propres ou distincts (en plus des comptes détenus par la Société conformément à la loi et à la pratique comptable habituelle), la Société déterminera à la fin de chaque exercice financier un résultat pour chaque Investissement qui sera déterminé comme suit.

16.3 Le résultat de chaque Investissement consistera dans le solde de tout revenu, profits ou autres montants reçus ou échus sous toute autre forme en relation avec cet Investissement (y compris les plus-values, le boni de liquidation, la distribution de dividendes) et le montant des frais, pertes, impôts et autres transferts de fonds engagés par la Société dans le cadre de ses activités et raisonnablement affectées à la gestion, opération de tels Investissements (y compris les honoraires, les coûts, les impôts sur les plus-values, les dépenses relatives à la distribution de dividendes) (le "Montant Disponible"). Tous les autres revenus et dépenses de la Société non affectés seront alloués entre les différentes Catégories de Parts Sociales proportionnellement à toutes les Parts Sociales (non encore libérées ou payées)

16.4 Les Associés approuveront de tels comptes propres ou distincts simultanément aux comptes détenus par la Société conformément à loi et à la pratique.

16.5 Le Montant Disponible afférant à une Catégorie de Parts Sociales spécifique sera disponible pour le paiement d'un dividende aux détenteurs de cette Catégorie de Parts Sociales (auxquelles se rattache l'Investissement).

17. Dissolution et liquidation.

17.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf stipulation contraire par résolutions des Associés ou par la loi, le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif de la Société, étant spécifié que le produit net de la liquidation sera cédé selon les modalités prévues à l'article 16 de ces Statuts.

17.2 Tout produit net de liquidation compris dans chaque Investissement sera partagé parmi les détenteurs de la Catégorie de Parts Sociales y afférant, après paiement du passif de la Société, en proportion du nombre de Parts Sociales détenues par ceux-ci dans cette même Catégorie de Parts Sociales.

17.3 En conséquence de l'article 17.2:

(a) toutes dettes ou dépenses de la Société liées à ou intervenues dans le cadre de l'Investissement seront considérées comme une diminution de la valeur des actifs formant la part de l'Investissement concerné;

(b) toutes dettes ou dépenses de la Société non visées sous (a) seront considérées comme une réduction de valeur des actifs de l'Investissement proportionnellement à la valeur des actifs respectivement concernés;

(c) au cas où les dettes ou dépenses à imputer en réduction d'un Investissement particulier visé ci-dessus sous (a) ou (b) excède la valeur de cet actif, la valeur de cet actif sera considéré comme nul pour les besoins de cet Article 17.2, et un tel manque à gagner sera imputé en réduction de l'autre Investissement proportionnellement à la valeur des actifs respectivement concernés (une telle valeur étant calculée, dans le cas de chaque actif, après avoir au préalable donné effet aux réductions requises par les alinéas (a) et (b) ci-dessus.

18. Interprétation et loi luxembourgeoise. Dans les présents Statuts:

18.1.1 Une référence à:

(a) un genre inclut tous les genres;

(b) (à moins que le contexte ne requiert autrement) l'utilisation du singulier inclut le pluriel et inversement;

(c) une «personne" inclut la référence à tout particulier, entreprise, corporation et autre entité sociétaire, gouvernement, état ou organisme d'état ou toute société commune, association ou partenariat, ou tout corps syndical (qu'il ait ou non une personnalité juridique propre);

(d) une disposition légale ou loi inclut toutes modifications et toutes refontes de celle-ci (avec ou sans modification).

18.1.2 Les titres contenus dans les présents Statuts n'affectent pas leur interprétation.

18.2 En sus des présents Statuts, la Société est aussi soumise à toutes dispositions applicables de la Loi Luxembourgeoise.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses, nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. HARROCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 27 août 2014. Relation: EAC/2014/11501. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2014140285/604.

(140159300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Trade It Well S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4276 Esch-sur-Alzette, 44, rue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 190.072.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le cinq septembre.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

Monsieur Eric ANCIAUX, administrateur de sociétés, né à Charleroi (B) le 1^{er} mai 1954, ayant son adresse à B-5680 Doische, rue du Faubourg, 16 - Romerée,

agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de mandataire de

Monsieur Jean DUBOIS, enseignant, né à Couvin (B) le 14 septembre 1953, ayant son adresse à B-6001 Marcinelle, 35, rue du Port Saint-Nicolas,

ici représentée en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

Lesquels comparants, agissant comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils constituent par la présente.

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de «TRADE IT WELL S.à r.l.», (ci-après la «Société»).

Art. 3. La société a pour objet l'achat, la vente, le négoce et le trading de matériel et matériaux industriels neufs, d'occasion et/ou de récupération, et matériel roulant.

Elle aura également pour objet les conseils, les prestations de services et les événementiels pour les structures industrielles, l'import-export et la gestion des structures logistiques, la mise en location ou concession de matériels industriels ou brevets, le sponsoring, le management, le conseil en services facilitaires et la gestion technique de bâtiments.

La société a également pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut:

- participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, et leur prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière;

- prêter et emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts, et procéder à l'émission d'obligations;

- réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières, industrielles et commerciales liées directement ou indirectement à son objet;

- détenir des marques et brevets;

- réaliser son objet directement ou indirectement en son nom propre ou pour le compte de tiers, seule ou en association, en effectuant toutes opérations de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 4. La durée de la Société est illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi dans la Ville d'Esch-sur-Alzette, (Grand-Duché de Luxembourg).

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 9. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 12. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les parts sociales comme suit:

1.- Monsieur Eric ANCIAUX, préqualifié, quatre-vingt-quinze parts sociales	95
2.- Monsieur Jean DUBOIS, préqualifié, cinq parts sociales	5
Total: cent parts sociales	100

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

147768

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ 950,- EUR.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

- 1.- Le siège social est établi à L-4276 Esch-sur-Alzette, 44, rue Louis Pasteur.
- 2.- L'assemblée désigne comme gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Eric ANCIAUX, administrateur de sociétés, né à Charleroi (B) le 1^{er} mai 1954, ayant son adresse à B-5680 Doische, rue du Faubourg, 16 - Romérée.

- 3.- La société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique de la société.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif le comparant au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Eric ANCIAUX, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 10 septembre 2014. Relation GRE/2014/3552. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2014142491/132.

(140161618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Société de Promotion et de Participations Immobilières, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5885 Hesperange, 359, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 26.770.

L'an deux mille quatorze, le quatre septembre à 09.30 heures.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Klaus SCHMITZ, architecte, né à Sosnowitz (Pologne) le 24 février 1944, demeurant à L-7758 Birtrange (Schieren), Schirenermillen,

agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de mandataire de

2.- Monsieur Nico AREND, entrepreneur, né à Clervaux, le 23 janvier 1950, demeurant à L-1513 Luxembourg, 72, Boulevard Prince Félix (Burlington 1),

ici représenté en vertu d'une procuration lui délivrée, laquelle après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes.

3.- Monsieur David LEFÈVRE, architecte, né à Luxembourg, le 28 décembre 1970, demeurant à L-7409 Beringen, 8, Beringerberg, et

4.- Monsieur Stéphane (dit Steve) LEFÈVRE, maître couvreur, né à Luxembourg le 21 février 1967, demeurant à L-7594 Beringen, 34, rue des Noyers.

Lesquels comparants, agissant comme ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée Société de Promotion et de Participations Immobilières ayant son siège social à L-5885 Hesperange, 359, route de Thionville, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, numéro 26.770, a été constituée originellement sous la dénomination de Résidence Les Terrasses d'Eich S.à r.l. suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 1^{er} octobre 1987, publié au Memorial C numéro 11 du 13 janvier 1988, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 27 janvier 2000, publié au Memorial C numéro 380 du 26 mai 2000, contenant notamment l'adoption de sa dénomination actuelle.

- Que le capital social est fixé à 12.394,68 EUR (douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros et soixante-huit cents) représentée par mille (1.000) parts sociales sans désignation de la valeur nominale, entièrement libérées.

- Que la présente assemblée a été valablement convoquée sur demande d'un des associés par lettre recommandée en date du 28 août 2014, ayant pour ordre du jour:

1. Constat du décès de Mr André LEFÈVRE.

2. Acceptation de la transmission des 220 parts sociales détenues par Mr André LEFÈVRE.
3. Acceptation de la cession de 250 parts sociales à Klaus SCHMITZ.
4. Dissolution et mise en liquidation de la Société
5. Décharge accordée au gérant unique en fonction.
6. Nomination de liquidateurs et détermination de leurs pouvoirs.
7. Nomination d'un commissaire-vérificateur à la liquidation
8. Proposition de mettre à jour les informations auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, dont preuve a été remise au notaire instrumentant
 - Que sur les mille (1.000) parts sociales émises, sept cent cinquante (750) sont représentés à la présente assemblée et que quatre (4) sur les cinq (5) associés sont présents et représentés à l'assemblée.
 - Qu'en application de l'article 199 de la loi sur les sociétés commerciales, la présente assemblée est valablement convoquée, et peut délibérer sur l'ordre du jour ci-avant.
 - Que les comparants présents et représentés comme ci-avant, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée prend, avec profond regret, connaissance du décès de l'associé feu André LEFÈVRE.

Suivant acte de notoriété établi par Maître Paul BETTINGEN la succession de feu André LEFÈVRE est échue à parts égales à ses deux (2) fils David et Stève LEFÈVRE de sorte que les deux cent vingt (220) parts sociales détenues par feu André LEFÈVRE, sont maintenant détenues à parts égales par David et Steve LEFÈVRE.

Deuxième résolution

L'assemblée prend acte, que les autres associés, présents et représentés comme ci-avant, acceptent à l'unanimité la transmission des deux cent vingt (220) parts sociales de feu André LEFÈVRE à ses deux fils David et Steve LEFÈVRE, tel que prévu à l'article 8 des statuts.

Troisième résolution

L'assemblée prend connaissance de la transmission des deux cent cinquante (250) parts sociales qui ont originairement par York Henner Hermann VOGEL au profit de Klaus SCHMITZ.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de dissoudre la société et de la mettre en liquidation volontaire.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de donner décharge au gérant unique de la société pour l'exécution de son mandat.

Sixième résolution

L'assemblée désigne:

Monsieur Klaus SCHMITZ, architecte, né à Sosnowitz (Pologne) le 24 février 1944, demeurant à L-7758 Birtrange (Schieren), Schirenermillen, comme liquidateur de la société.

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus étendus prévus par la loi et notamment par les articles 144 à 148 de la loi sur les sociétés commerciales sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans le cas où cette autorisation est normalement requise.

Septième résolution

L'assemblée désigne Monsieur David LEFÈVRE, architecte, né à Luxembourg, le 28 décembre 1970, demeurant à L-7409 Beringen, 8, Beringerberg comme commissaire-vérificateur à la liquidation.

Huitième résolution

L'assemblée décide de mandater le notaire instrumentant de mettre à jour les informations relatives aux associés présents et représentés comme ci-avant, ainsi que de mettre à jour l'adresse du siège social de la Société, auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société à raison du présent acte sont évalués à la somme de mille deux cents euros.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Klaus SCHMITZ, David LEFÈVRE, Stéphane LEFÈVRE, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 09 septembre 2014. Relation GRE/2014/3517. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014141743/87.

(140160980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Crown Premium Private Equity VI S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 189.913.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn, am achtzehnten Tag des Monats August.

Vor uns, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

LGT INVESTMENTS LIMITED, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (Limited) gegründet und bestehend nach dem Recht der Cayman Islands mit Sitz bei der LGT BANK (CAYMAN) LTD., P.O. Box 31855, Grand Pavilion Commercial Centre, 1st Floor, 802 West Bay Road, Grand Cayman KY1-1207, Cayman Islands, eingetragen im Gesellschaftsregister der Cayman Islands unter der Nummer 23793;

hier vertreten durch Frau Maren Stadler-Tjan, Rechtsanwältin, geschäftsansässig in Luxemburg, gemäß einer Vollmacht vom 11. August 2014, ausgestellt in Vaduz/Bendern.

Besagte Vollmacht, welche von der erschienenen Partei und dem unterzeichnenden Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit ihr zusammen hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partei hat den amtierenden Notar ersucht, die Gründung einer Aktiengesellschaft (société anonyme) zu beurkunden, welche sie mit der folgenden Satzung gründen will:

1. Name, Sitz, Dauer und Gegenstand der Gesellschaft

Art. 1. Bezeichnung. Zwischen den Unterzeichnenden und allen, welche zukünftig Inhaber von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital als spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS) gemäß Kapitel 3 des Gesetzes vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 2007“) unter der Bezeichnung „CROWN PREMIUM Private Equity VI S.A., SICAVFIS“ („CROWN PREMIUM VI S.A.“ oder die „Gesellschaft“).

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg. Innerhalb derselben Gemeinde kann der Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Verwaltungsrates verlegt werden. Durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst wird, kann er in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Tochtergesellschaften und Niederlassungen im Großherzogtum Luxemburg sowie im Ausland gegründet werden.

Sofern der Verwaltungsrat der Gesellschaft die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der CROWN PREMIUM VI S.A. an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage vorübergehend ins Ausland verlagert werden. Solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der CROWN PREMIUM VI S.A., die trotz vorübergehender Verlegung des Gesellschaftssitzes eine Luxemburger Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Dauer. Die Laufzeit der CROWN PREMIUM VI S.A. beginnt mit der Errichtung der Gesellschaft und endet mit Ablauf des 31. Dezember 2029, es sei denn, die Laufzeit wurde durch einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre, welcher in und mit der für eine Satzungsänderung erforderlichen Form und Mehrheit gefasst werden soll oder in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Artikels 26, verkürzt oder verlängert.

Art. 4. Gesellschaftszweck. Der Zweck der CROWN PREMIUM VI S.A. besteht in der Beteiligung an der CROWN PREMIUM Private Equity VI Master S.C.S., SICAV-FIS („Master Fund“), die ihr Vermögen in Unternehmen oder Gesellschaften (Zielfonds) anlegt, deren Zweck das Halten von Anteilen an anderen Unternehmen oder Gesellschaften ist. Die Beteiligungen der CROWN PREMIUM VI S.A. erfolgen mit dem Zweck, die Anlagerisiken mittelbar zu streuen und ihren Aktionären die Ergebnisse aus der Anlagetätigkeit zugutekommen zu lassen. Die Grundsätze der Anlagepolitik der Gesellschaft werden im Emissionsdokument der CROWN PREMIUM VI S.A. beschrieben.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft in den Grenzen des vorstehenden Gesellschaftszweckes jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die CROWN PREMIUM VI S.A. für die Erfüllung und Ausführung ihres Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, vorausgesetzt, die Anforderungen des Gesetzes von 2007 werden berücksichtigt.

2. Gesellschaftskapital, Veränderungen des Gesellschaftskapitals, Charakteristika der Aktien

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftsvermögen wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem gesamten Nettovermögen der Gesellschaft entsprechen, das auf der Grundlage der Bestimmungen in nachfolgendem Artikel 12 ermittelt wird.

Im Einklang mit Artikel 27 des Gesetzes von 2007, darf das gezeichnete Kapital der Gesellschaft, einschließlich der Ausgabeprämien, sofern vorhanden, nicht niedriger als eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-) sein. Dieses Minimum muss innerhalb einer Frist von zwölf (12) Monaten ab der Zulassung der Gesellschaft erreicht werden.

Das Gründungskapital beträgt EUR 31.000 (einunddreißigtausend Euro) und ist in 155 A-Aktien ohne Nennwert eingeteilt.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann bestimmen, dass eine oder mehrere zusätzliche Aktienklassen und -serien mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z. B. eine Zuordnung eines anderen spezifischen Teils des Nettovermögenswertes, eine spezifische Ausschüttungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifische Merkmale, die jeweils vom Verwaltungsrat der Gesellschaft bestimmt werden können und im Emissionsdokument der CROWN PREMIUM VI S.A. beschrieben sind.

Art. 6. Veränderungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital entspricht zu jeder Zeit dem gesamten Nettovermögenswert aller Aktien der CROWN PREMIUM VI S.A. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch CROWN PREMIUM VI S.A., die Vornahme von Ausschüttungen, den Rückkauf oder die Rücknahme von Aktien durch CROWN PREMIUM VI S.A. erhöhen oder vermindern.

Art. 7. Namensaktien und Übertragbarkeit von Aktien. Aktien der CROWN PREMIUM VI S.A. werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben. Für diese Namensaktien wird ein Aktienregister am Firmensitz der CROWN PREMIUM VI S.A. geführt, welches von den Aktionären eingesehen werden kann. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie gegebenenfalls das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktienregister wird durch eine oder mehrere vom Verwaltungsrat der Gesellschaft bestimmte Person(en) unterzeichnet.

Jeder Inhaber von Aktien muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktienregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seines gewöhnlichen Wohnsitzes oder Gesellschaftssitzes ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der CROWN PREMIUM VI S.A. gegenüber Inhabern von Aktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderungen seiner Adresse im Register beantragen.

Dem Aktionär wird eine Bestätigung der Eintragung im Aktienregister in der Form eines Depotauszuges zugestellt. Aktienzertifikate werden lediglich auf Antrag und Kosten des Aktionärs ausgestellt. Sofern beantragt, werden Aktienzertifikate binnen eines Monats nach Aktienaussgabe ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen, wie im Emissionsdokument näher beschrieben, eingegangen sind. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder vom Verwaltungsrat der Gesellschaft bevollmächtigten Personen unterzeichnet, wobei nur eine der beiden Unterschriften durch eine Person erfolgen kann, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat der Gesellschaft bevollmächtigt wurde.

Die Übertragung der Aktien ist grundsätzlich nur möglich, wenn (i) der Verwaltungsrat der Gesellschaft der Übertragung zustimmt, wobei die Zustimmung im Ermessen des Verwaltungsrats der Gesellschaft steht, (ii) der Erwerber ein sachkundiger Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ist und ggf. die zusätzlichen Voraussetzungen wie sie im Emissionsdokument beschrieben sind, erfüllt und (iii) der Erwerber die restlichen Verpflichtungen, einschließlich sämtlicher noch offener Kapitaleinzahlungsverpflichtungen, gegenüber der Gesellschaft vollständig übernimmt.

Ausgenommen von der Zustimmung des Verwaltungsrats der Gesellschaft sind Übertragungen von Aktien, die im gebundenen Vermögen eines deutschen Versicherungsunternehmens im weiteren Sinne (einschließlich Pensionsfonds, Unterstützungskassen, Versorgungswerke etc.) enthalten sind oder die von Kapitalanlagegesellschaften auf Rechnung von Sondervermögen gehalten werden. Vor jeder Übertragung von Aktien der CROWN PREMIUM VI S.A. hat der Aktionär, der ohne Zustimmungserfordernis seine Aktien an CROWN PREMIUM VI S.A. übertragen darf, dem Verwaltungsrat der Gesellschaft die Möglichkeit einzuräumen, selbst einen neuen Aktionär für die Aktien zu bestimmen. Sofern der Verwaltungsrat der Gesellschaft von diesem Angebot nicht binnen zwei Monaten Gebrauch macht oder früher darauf verzichtet, ist der Aktionär in der Verfügung über die Aktien frei. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann im Übrigen verlangen, dass es sich beim Erwerber der Aktien um institutionelle Investoren oder Finanzintermediäre handelt. Hierzu gehören u. a. Versicherungen, Sozialversicherungsträger, Pensionsfonds, Kapitalanlagegesellschaften, Stiftungen sowie Kreditinstitute. Andere potentielle Erwerber können vom Verwaltungsrat der Gesellschaft akzeptiert werden, sofern sie über die entsprechende Bonität oder über ausreichende geeignete Sicherheiten verfügen. Verfügungen zugunsten von Erwerbern, die oder deren Manager im Wettbewerb mit der LGT Group stehen, können nur ausgewählt werden, wenn der Verwaltungsrat der Gesellschaft zustimmt.

Werden Aktien als Teil des Sicherungsvermögens eines Versicherungsunternehmens gehalten, darf über diese Aktien nur bei vorheriger schriftlicher Zustimmung des Treuhänders für das Sicherungsvermögen oder seines Stellvertreters verfügt werden, soweit das Versicherungsunternehmen einen Treuhänder im Sinne des § 70 Versicherungsaufsichtsgesetz (VAG) bestellt hat.

Die Übertragung einer Aktie wird durch eine schriftliche, vom Verwaltungsrat der Gesellschaft anerkannte, Übertragungserklärung, die in das Aktienregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen. Kosten, die CROWN PREMIUM VI S.A. im Rahmen der Übertragung von Aktien durch einen Aktionär entstehen (insbesondere Rechtsberatkungskosten von CROWN PREMIUM VI S.A.), sind vom übertragenden Aktionär zu tragen.

Die Übertragung von Aktien der CROWN PREMIUM VI S.A. an eine US-Person ist ausgeschlossen. Der Begriff „US-Person“ umfasst Staatsangehörige und Einwohner der Vereinigten Staaten von Amerika oder der sonstigen, US-Gerichtsbarekeit unterstehenden Territorien (inbegriffen sind insoweit die Rechtsnachfolger der Personen) sowie Kapital- oder Personengesellschaften, die dort gegründet oder domiziliert sind.

Falls ein Aktionär Aktien der CROWN PREMIUM VI S.A. nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls mindestens den Anforderungen von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 und dieser Satzung bzw. denen des Emissionsdokuments entsprechen.

Die Ausgabe von Aktien setzt die Annahme der Zeichnung durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft voraus und erfolgt entsprechend den im Emissionsdokument von CROWN PREMIUM VI S.A. näher erläuterten Mechanismen.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Sofern ein oder mehrere Aktie(n) im Miteigentum stehen oder die Eigentumsrechte streitig sind, haben sämtliche Personen, die behaupten ein Recht an der/den Aktie(n) zu besitzen, gemeinsam einen Vertreter zu bestimmen, der diese Aktie(n) gegenüber der Gesellschaft vertritt. Die Unterlassung der Bestellung eines gemeinsamen Vertreters führt zur Aussetzung sämtlicher Rechte, die im Zusammenhang mit dieser/diesen Aktie(n) stehen.

Die CROWN PREMIUM VI S.A. kann Aktienbruchteile bis zur sechsten Dezimalstelle ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der zugehörigen Aktienklasse oder -serie der CROWN PREMIUM VI S.A. auf einer pro rata-Basis.

Art. 8. Verlust Oder Zerstörung von Aktienzertifikaten. Sofern ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft glaubhaft machen kann, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie verlegt, beschädigt oder zerstört worden ist, kann CROWN PREMIUM VI S.A. auf Antrag ein Duplikat des Aktienzertifikats ausgeben. Dies geschieht zu den Bedingungen und gegen die Sicherheiten, einschließlich aber nicht beschränkt auf eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit des Verwaltungsrates der CROWN PREMIUM VI S.A. unterschrieben sein muss, die von der Gesellschaft festgelegt werden. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, wird das originale Aktienzertifikat, für welches das Duplikat ausgestellt wurde, ungültig.

Beschädigte Aktienzertifikate können durch CROWN PREMIUM VI S.A. gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die beschädigten Aktienzertifikate sind an CROWN PREMIUM VI S.A. zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

CROWN PREMIUM VI S.A. ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Vernichtung des alten Aktienzertifikates entstanden sind.

Art. 9. Inhaberbeschränkungen von Aktien. Aktien der CROWN PREMIUM VI S.A. sind vorwiegend institutionellen sowie professionellen Anlegern im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Nach freiem Ermessen kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft jedoch Zeichnungen auch von sonstigen sachkundigen Anlegern im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 akzeptieren.

Potentielle Erwerber von Aktien der CROWN PREMIUM VI S.A. müssen bestätigen und auf Anfrage nachweisen, dass sie keine US-Person sind oder direkt oder indirekt Aktien auf Rechnung von US-Personen übernehmen oder halten. Inhaber von Aktien müssen der Gesellschaft jede Änderung ihres Status als Nicht-US-Person mitteilen.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft wird die Ausgabe von Aktien an US-Personen oder die Eintragung einer Übertragung von Aktien an US-Personen verweigern. Überdies kann die Gesellschaft durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft jederzeit zwangsweise die von einer US-Person gehaltenen Aktien zurückkaufen.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann einen zwangsweisen Rückkauf der Aktien eines Aktionärs veranlassen, wenn er nach anwaltlicher Beratung der Ansicht ist, dass der Besitz von Aktien des betreffenden Aktionärs:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der CROWN PREMIUM VI S.A. geht; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass CROWN PREMIUM VI S.A. in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird (z. B. gemäß US-FATCA Vorschriften); Oder

- den Interessen der CROWN PREMIUM VI S.A. in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck und in den im Emissionsdokument geregelten Fällen kann der Verwaltungsrat der CROWN PREMIUM VI S.A.:

- a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktienregister verweigern, wenn offenkundig ist, dass diese Ausgabe oder Umschreibung zur Folge hätte, das Eigentum an der Aktie auf eine andere Person zu übertragen, die nicht berechtigt ist, Aktien von CROWN PREMIUM VI S.A. zu erwerben,
- b) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die von einer Person, der es nicht erlaubt ist, Aktien der CROWN PREMIUM VI S.A. zu besitzen, entweder allein oder zusammen mit anderen Personen gehalten werden,
- c) den Zwangsrückkauf solcher Aktien tätigen, die von einer oder mehreren Personen zu einem solchen Anteil gehalten werden, dass die Anwendbarkeit der Steuergesetze oder sonstiger Gesetze anderer Länder als das Großherzogtum Luxemburg ausgelöst wird,
- d) bei Generalversammlungen, Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der CROWN PREMIUM VI S.A. zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

In den Fällen b) und c) wird folgendes Verfahren angewandt:

i) CROWN PREMIUM VI S.A. wird dem Aktionär, der die Aktien erworben hat, eine Benachrichtigung zusenden. Die Benachrichtigung gibt die betroffenen Aktien, die gewählte Beschränkungsform, den gegebenenfalls zu bezahlenden Preis und den Ort, an welchem dieser Preis zu bezahlen ist, an. Die Benachrichtigung kann dem Aktionär durch Einschreiben an seine benannte Versandadresse oder an die im Aktienregister eingetragene Adresse zugesandt werden. Der betroffene Aktionär ist verpflichtet, an die CROWN PREMIUM VI S.A. ohne Verzögerung das oder die gegebenenfalls existierenden Zertifikate zurückzugeben, welche die in der Benachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern. Mit Büroschluss des in der Benachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Inhaber der in der Benachrichtigung aufgeführten Aktien. Etwaige Aktienzertifikate, die die entsprechenden Aktien verkörpern, werden annulliert.

ii) Der für die betroffenen Aktien zu zahlende Preis entspricht grundsätzlich dem Nettovermögenswert der ausgegebenen Aktien, so wie dieser am Tag der Benachrichtigung gemäß Artikel 12 der vorliegenden Satzung berechnet und um den gemäß dem nachfolgendem Absatz (iii) benannten Betrag bereinigt, vorliegt.

iii) Der Preis wird nach Abzug sämtlicher Schäden der Gesellschaft sowie der durch den Zwangsrückkauf verursachten Kosten dem Inhaber dieser Aktien durch die CROWN PREMIUM VI S.A. von einer in Luxemburg oder anderswo ansässigen Bank, welche in der Benachrichtigung angegeben wurde, in Raten ausgezahlt, wenn der betroffene Aktionär die ausgegebenen Aktienzertifikate (sofern vorhanden), welche die in der Benachrichtigung aufgeführten Aktien verkörpern, zurückgegeben hat. Die einzelnen Raten sind zur Zahlung fällig zu den Zeitpunkten, zu denen CROWN PREMIUM VI S.A. Ausschüttungen an die übrigen Aktionäre der betroffenen Aktienklasse vornimmt. Jede Rate beläuft sich höchstens auf denjenigen Betrag, den der betroffene Aktionär erhalten hätte, wenn seine Aktien nicht zurückgekauft worden wären. Die einzelnen Raten sind unverzinslich. Ein Anspruch auf Sicherheitsleistung besteht nicht.

Erfüllt ein Aktionär seine Verpflichtungen zur Übernahme von Aktien und Einzahlung des Ausgabepreises nicht bei Fälligkeit, gelten die in Artikel 11 geregelten abweichenden Bestimmungen.

3. Ausgabe und Rücknahme von Aktien, Verzug mit der Einzahlung des Ausgabepreises, Nettovermögenswert, Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswertes

Art. 10. Ausgabe und Rücknahme von Aktien. Im Einklang mit Artikel 1 des Gesetzes von 2007 sind die Aktien der Gesellschaft sachkundigen Investoren vorbehalten, die nach Artikel 2 des Gesetzes von 2007 entweder (i) institutionelle Investoren, (ii) professionelle Investoren oder (iii) alle anderen Investoren, die sich selbst als sachkundige Investoren einschätzen und eine Anlage von mindestens EUR 125.000.- in der Gesellschaft halten oder Gegenstand einer Prüfung durch ein Kreditinstitut im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, durch eine Anlagegesellschaft im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder durch eine Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2009/65/EG waren, die ihnen bestätigt, dass ihre Expertise, ihre Erfahrung und ihr Fachwissen für eine Anlage in die Gesellschaft angemessen sind. Allerdings sieht Artikel 2 Absatz 2 des Gesetzes von 2007 vor, dass die vorstehend genannten Bestimmungen auf den Verwaltungsrat der Gesellschaft und andere Personen, die mit der Geschäftsführung der Gesellschaft betraut sind, keine Anwendung finden.

Der Verwaltungsrat wird Vorschriften erlassen, die eine faire Behandlung der Aktionäre gewährleisten, sowie, wann immer ein Aktionär eine Vorzugsbehandlung oder einen Anspruch auf eine solche Behandlung erhält, eine Erläuterung dieser Behandlung, der Art der Aktionäre, die eine solche Vorzugsbehandlung erhalten, sowie gegebenenfalls der rechtlichen oder wirtschaftlichen Verbindungen zwischen diesen Aktionären und der Gesellschaft oder dem AIFM. Näheres regelt das Emissionsdokument der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann Beschränkungen betreffend der Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse oder -serie festlegen. Er kann insbesondere entscheiden, dass Aktien einer Aktienklasse oder -serie nur während einer oder mehreren Zeichnungsfristen oder anderen Fristen, die im Emissionsdokument vorgesehen sind, ausgegeben werden.

Der Ausgabepreis der Aktien ist auf die Weise zu entrichten, wie sie der Verwaltungsrat der Gesellschaft bestimmt und im Emissionsdokument beschrieben ist.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist berechtigt, zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise das Erreichen von Mindestzeichnungsbeträgen innerhalb der Zeichnungsperiode(n) oder für einzelne Aktienklassen, die Zahlung von Ausgleichs- und Verzugszinsen oder das Bestehen von Inhaberbeschränkungen festzulegen. Diese Bedingungen werden, sofern vorhanden, im Emissionsdokument näher erläutert.

Bestehende Aktionäre verfügen im Verhältnis zu der Anzahl ihrer Aktien und im Verhältnis zu neuen Aktionären über kein Vorrecht zur Zeichnung neu ausgegebener Aktien.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann an jeden seiner Mitglieder oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Aktien anzunehmen und diese Aktien auszuliefern. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft behält sich das Recht vor, jedes Angebot eines Investors auf Abschluss einer Zeichnungsvereinbarung ganz oder teilweise abzulehnen. Etwaige Zahlungen auf nicht vom Verwaltungsrat der Gesellschaft angenommene Zeichnungsvereinbarungen wird die Verwahrstelle in solchen Fällen unverzüglich erstatten. Nach Beendigung der im Emissionsdokument beschriebenen Zeichnungsperioden erfolgt die Ausgabe von Aktien zum letzten Nettovermögenswert pro Aktie, der jeweils am Stichtag des Verwaltungsratsbeschlusses über die Aktienausgabe vorliegt.

Die Rücknahme von Aktien auf einseitige Anfrage des Aktionärs ist ausgeschlossen. Ungeachtet dessen können Aktien, die von einem Gründungsaktionär bei Gründung der Gesellschaft gezeichnet worden sind, auf dessen Anfrage hin an dem Datum oder um das Datum, an dem Aktien erstmalig an Aktionäre ausgegeben werden, zu ihrem Ausgabepreis gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokumentes zurückgenommen werden. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann jedoch beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der CROWN PREMIUM VI S.A. zurückzunehmen, um ausschüttungsfähige Liquidität bei der Gesellschaft an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zur Rücknahme ist verbindlich für alle betroffenen Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der CROWN PREMIUM VI S.A.

Der Rücknahmepreis entspricht grundsätzlich dem letzten Nettovermögenswert pro Aktie, der zum Stichtag des Verwaltungsratsbeschlusses über die Rücknahme verfügbar ist. Bis einschließlich des Kapitalabrufs, der im Zusammenhang mit dem endgültigen Auslaufen der Zeichnungsperiode, dem sog. „Final Closing“ erfolgt, kann der Rücknahmepreis auch dem Ausgabepreis entsprechen. CROWN PREMIUM VI S.A. wird die registrierten Aktionäre über die Entscheidung und den Stichtag zur Rücknahme schriftlich informieren. Die von CROWN PREMIUM VI S.A. zurückgenommenen Aktien werden in den Büchern von CROWN PREMIUM VI S.A. annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig (20) Bankarbeitstage nach dem Verwaltungsratsbeschluss über die Rücknahme ausbezahlt.

Das Recht zur Rücknahme von Aktien durch Beschluss des Verwaltungsrates beschränkt nicht die übrigen Möglichkeiten des Verwaltungsrates der Gesellschaft ausschüttungsfähige Liquidität an die Aktionäre auszuzahlen, insbesondere in Form von Ausschüttungen.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann bis einschließlich der im Zusammenhang mit dem Final Closing stehenden Aktienausgaben ausgegebene Aktien zurücknehmen, um eine gleichmäßig anteilige Inanspruchnahme der Aktionäre aus ihren Verpflichtungen gegenüber der CROWN PREMIUM VI S.A., insbesondere aus den Aktienübernahme- und Einzahlungsverpflichtungen gemäß der Zeichnungsvereinbarung mit dem Aktionär, zu ermöglichen. Auszahlungen aus solchen Rücknahmen lassen die Aktienübernahme- und Einzahlungsverpflichtungen des betroffenen Aktionärs gegenüber der CROWN PREMIUM VI S.A. in Höhe des ausbezahlten Betrags wieder aufleben.

Art. 11. Verzug mit der Einzahlung des Ausgabepreises, Teilverzug. Erfüllt ein Aktionär seine Verpflichtungen zur Übernahme von Aktien und Einzahlung des Ausgabepreises nicht bei Fälligkeit, kommt er ohne das Erfordernis einer Mahnung ab Fälligkeit in Verzug.

Unbeschadet sonstiger gesetzlicher Rechtsfolgen schuldet der säumige Aktionär für die Dauer des Verzugs Verzugszinsen auf die fälligen und noch ausstehenden Kapitaleinzahlungen in Höhe des 3-Monats-Euribors plus 800 Basispunkte p. a.

Bei der Ermittlung des anzuwendenden 3-Monats-Euribors wird zunächst der 3-Monats-Euribor des Tages herangezogen, an dem der Aktionär die jeweilige Kapitaleinzahlung gegenüber der Gesellschaft hätte leisten müssen. Dieser 3-Monats-Euribor ist bis zum Ende des betreffenden Kalenderquartals maßgeblich und wird sodann für das folgende Kalenderquartal durch den 3-Monats-Euribor ersetzt, der am ersten Tag des folgenden Kalenderquartals gilt. Für weitere Zeiträume erfolgt eine entsprechende Berücksichtigung/Anpassung des 3-Monats-Euribors.

Unbeschadet sonstiger Folgen des Verzugs werden die Stimmrechte des säumigen Aktionärs für die Dauer des Verzugs suspendiert. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann in seinem Ermessen die Ausübung der Stimmrechte durch den säumigen Aktionär zulassen.

Leistet ein säumiger Aktionär auf eine nach Eintritt des Verzugs abgesandte schriftliche Zahlungsaufforderung nicht innerhalb einer Frist von vier Wochen (für den Fristbeginn ist die Absendung der schriftlichen Zahlungsaufforderung maßgeblich) die ausstehenden Zahlungen zuzüglich aufgelaufener Verzugszinsen, ist der Verwaltungsrat der Gesellschaft berechtigt, in eigenem Ermessen eines oder mehrere der nachfolgenden Rechte der Gesellschaft gegenüber dem säumigen Aktionär wahrzunehmen. Bestehende gesetzliche oder andere vertragliche Ansprüche von CROWN PREMIUM VI S.A. werden davon nur insoweit berührt, sofern sie durch die Ausübung der nachfolgenden Rechte unmittelbar eingeschränkt werden.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann beschließen, sämtliche Aktien des säumigen Aktionärs gemäß dem oben unter Artikel 9 i) beschriebenen Verfahren zugunsten von CROWN PREMIUM VI S.A. zurückzukaufen. Im Falle des Rückkaufs verliert der säumige Aktionär sämtliche Aktionärsrechte, insbesondere Stimmrechte, sowie das Recht, an künftigen Kapitaleinzahlungen oder Ausschüttungen teilzunehmen.

Übt der Verwaltungsrat der Gesellschaft das Recht zum Rückkauf aus, schuldet die Gesellschaft dem säumigen Aktionär einen Rückkaufpreis, dessen Gesamthöhe sich wie folgt ermittelt:

Der säumige Aktionär erhält insgesamt 50 % der von ihm geleisteten Kapitaleinzahlungen, gemindert um bereits erfolgte Ausschüttungen, maximal jedoch den geringeren der beiden folgenden Beträge: (i) den anteiligen Nettovermögenswert seiner Aktien zum Zeitpunkt des Rückkaufs oder (ii) den zum Zeitpunkt des Rückkaufs im Rahmen eines Verkaufs am Markt erzielbaren Kaufpreis (der „Marktpreis“).

Die Bestimmung des Marktpreises liegt im Ermessen des Verwaltungsrates der Gesellschaft, der seine Entscheidung nach besten Wissen und Gewissen trifft. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft hat dabei insbesondere die ihm aus dem Markt bekannten Abschläge beim Verkauf von Anteilen an geschlossenen Fonds zu berücksichtigen. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist jedoch nicht verpflichtet, zur Bestimmung des Marktpreises Untersuchungen des Marktes vorzunehmen oder Angebote Dritter einzuholen.

Der Rückkaufpreis reduziert sich außerdem um aufgelaufene Verzugszinsen und einen etwaigen Verzugsschaden von CROWN PREMIUM VI S.A., der z. B. im Zuge von Zwischenfinanzierungskosten, Rechtsberatungskosten oder Schäden aus dem Verzug von CROWN PREMIUM VI S.A. gegenüber dem Master Fund entstanden sein sollte.

Der ermittelte Rückkaufpreis ist zahlbar in Raten. Die einzelnen Raten sind zur Zahlung fällig zu den Zeitpunkten, zu denen CROWN PREMIUM VI S.A. Ausschüttungen an die übrigen Aktionäre vornimmt. Jede Rate beläuft sich höchstens auf denjenigen Betrag, den der säumige Aktionär erhalten hätte, wenn seine Aktien nicht zurückgekauft worden wären. Die einzelnen Raten sind unverzinslich. Ein Anspruch auf Sicherheitsleistung besteht nicht.

CROWN PREMIUM VI S.A. ist auch berechtigt, die Aktien des säumigen Aktionärs teilweise oder vollständig an Dritte, sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007, zu dem vom Verwaltungsrat der Gesellschaft bestimmten Marktpreis zu veräußern.

Zur Durchführung des Verkaufs im Falle des Verzugs bevollmächtigt der Aktionär die Gesellschaft, alle erforderlichen Erklärungen abgeben zu können und Handlungen vornehmen zu dürfen (einschließlich der Erteilung entsprechender Untervollmachten), um einen wirksamen Verkauf und eine wirksame Übertragung der Aktien des säumigen Aktionärs unter Beachtung der Vorschriften zur Übertragung von Aktien gemäß Artikel 7 dieser Satzung auf einen Dritten zu bewirken. Diese Vollmacht wird von dem einzelnen Aktionär an die Gesellschaft erteilt und ist grundsätzlich widerruflich, wenn der betroffene Aktionär eine rechtskräftige gerichtliche Entscheidung erwirkt, dass die Ausübung der Vertretungsmacht durch die Gesellschaft rechtsmissbräuchlich ist und damit nicht im grundsätzlich zu vermutenden Interesse der Gesamtheit der Aktionäre der CROWN PREMIUM VI S.A. erfolgt sein sollte.

Der erzielte Kaufpreis ist zunächst vollständig für die Begleichung der Verbindlichkeiten des säumigen Aktionärs gegenüber CROWN PREMIUM VI S.A. zu verwenden.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist schließlich berechtigt, dem säumigen Aktionär das Recht zur Übernahme von Aktien im Rahmen seiner Zeichnungsvereinbarung zu entziehen und alle weiteren Maßnahmen zu ergreifen, um sicherzustellen, dass der säumige Aktionär nicht besser steht, als er stünde, wenn er seine Aktienübernahme- und Kapitaleinzahlungsverpflichtungen bei Fälligkeit erfüllt hätte.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist in seinem Ermessen berechtigt, bestimmten Aktionären der CROWN PREMIUM VI S.A. (insbesondere Treuhändern von Aktionären und Aktionären mit eigenen Investoren) das Recht auf Teilverzug einzuräumen. Teilverzug bedeutet, dass Aktionäre mit dem Recht auf Teilverzug ausschließlich mit dem Anteil an einer ausstehenden Kapitaleinzahlung bei der CROWN PREMIUM VI S.A. in Verzug geraten, der anteilig auf den säumigen Treugeber/Investor des Aktionärs entfällt (der „Teilverzug“). Infolge des Teilverzuges richten sich sämtliche Rechtsfolgen bei Verzug ausschließlich gegen den Teil der Aktien an CROWN PREMIUM VI S.A., der sich in Teilverzug befindet.

Art. 12. Nettovermögenswert. Der Nettovermögenswert der Aktien an der CROWN PREMIUM VI S.A. wird zum letzten Kalendertag (wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg sein sollte, am nächstfolgenden Bankarbeitstag) eines jeden Kalenderquartals und so oft wie es der Verwaltungsrat für nützlich erachtet berechnet, sowie in den im Emissionsdokument vorgesehenen Fällen. Ab dem Final Closing wird der so berechnete Nettovermögenswert zu Informationszwecken jeweils zum Ende der beiden auf die Quartalsberechnung folgenden Monate fortgeschrieben. Verbindliche Wirkungen kommen jedoch ausschließlich den zum Ende eines Kalenderquartals berechneten Nettovermögenswerten zu. Jeder Tag, an dem der Nettovermögenswert der Aktien ermittelt wird, wird im Weiteren als „Bewertungstag“ bezeichnet.

Der erste monatliche Nettovermögenswert der Aktien wird zum Monatsende nach der letzten Zeichnungsperiode ermittelt und auf Anfrage den betroffenen Aktionären mitgeteilt.

Der Nettovermögenswert wird in Euro ausgedrückt und wird für jede Aktie einer Aktienklasse der CROWN PREMIUM VI S.A. dadurch bestimmt, dass der auf die Aktienklasse entfallende Anteil am Nettovermögen, d. h. die Summe der Aktiva minus der Verbindlichkeiten, durch die Zahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der Ak-

tienklasse geteilt wird. In diesem Zusammenhang wird der Nettovermögenswert der Gesellschaft derart den einzelnen Aktienklassen zugeordnet, dass die Aktien der Aktienklasse A ausschließlich an der Anteilsklasse A des Master Funds partizipiert, die Aktien der Aktienklasse B ausschließlich an der Anteilsklasse B des Master Funds partizipiert und die Aktien der Aktienklasse O ausschließlich an der Anteilsklasse O des Master Funds partizipiert. Der Nettovermögenswert der Aktien wird auf die zweite Nachkommastelle gerundet.

Im Falle von Ausschüttungen, Aktienaushängen, -rückkäufen oder -rücknahmen wird der Nettovermögenswert pro Aktie einer Aktienklasse der CROWN PREMIUM VI S.A. wie folgt angepasst:

- falls eine Ausschüttung vorgenommen wird, verringert sich der Nettovermögenswert pro Aktie bruchteilsmäßig um den Betrag der Ausschüttung;
- falls Aktien nicht zum Nettovermögenswert ausgegeben, zurückgekauft oder zurückgenommen werden, erhöht oder vermindert sich der Nettovermögenswert pro Aktie entsprechend bruchteilsmäßig.

Die Aktiva der CROWN PREMIUM VI S.A. beinhalten:

- alle liquiden Mittel einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- alle ausstehenden Forderungen einschließlich Zinsforderungen auf Konten und Depots sowie Erträge aus verkauften, aber noch nicht gelieferten Vermögenswerten;
- alle Vermögenswerte, die von der CROWN PREMIUM VI S.A. gehalten werden oder zu seinen Gunsten erworben wurden;
- sämtliche sonstigen Vermögenswerte einschließlich im Voraus bezahlter Ausgaben.

Die Aktiva der CROWN PREMIUM VI S.A. werden nach folgenden Regeln bewertet:

1. Der Wert der von CROWN PREMIUM VI S.A. gehaltenen Anteile am Master Fund bestimmt sich nach den vom Master Fund übermittelten Nettovermögenswerten. Der Master Fund bewertet seine Anteile an den Zielfonds anhand der letzten dem Master Fund zur Verfügung stehenden Berichte der Verwalter der Zielfonds. In der Regel wird die Bewertung durch die Verwalter der Zielfonds gemäß den „International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines“ (Auflage Dezember 2012), veröffentlicht durch die Association Française des Investisseurs en Capital (AFIC), die British Venture Capital Association (BVCA) und die European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA), www.privateequityvaluation.com, ermittelt.

2. Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagezertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

3. Andere Vermögenswerte werden mit den jeweiligen Anschaffungskosten inklusive aller Kosten, Gebühren und Aufwendungen, welche im Zusammenhang mit diesem Erwerb angefallen sind, bewertet, es sei denn, dieser Wert wäre nicht repräsentativ; in einem solchen Fall wird der Wert dieser Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer den Grundsätzen von Treu und Glauben entsprechenden Einschätzung durch den Verwaltungsrat der CROWN PREMIUM VI S.A. ermittelt.

Erweist sich auf Grund besonderer Umstände eine Bewertung nach Maßgabe der vorstehenden Regeln als undurchführbar oder ungenau, ist die CROWN PREMIUM VI S.A. berechtigt, andere allgemein anerkannte und überprüfbare Bewertungskriterien anzuwenden, um eine angemessene Bewertung des Nettovermögens zu erzielen.

Vermögenswerte, welche nicht in Euro ausgedrückt sind, werden in Euro zum Wechselkurs am betreffenden Bewertungstag umgerechnet.

Die Verbindlichkeiten der CROWN PREMIUM VI S.A. umfassen:

- sämtliche Kredite und Forderungen gegen CROWN PREMIUM VI S.A.;
- Kosten des Erwerbs, des Haltens und Veräußerns von Vermögenswerten (einschließlich der Kosten, die in diesem Zusammenhang beauftragten Dritten entstehen sollten);
- angefallene und zu zahlende Kosten (einschließlich der Kosten und Vergütung der Verwaltungsräte der Gesellschaft, des AIFM, der zentralen Verwaltungsstelle, der Verwahrstelle und sonstiger externen Berater oder Dienstleister der Gesellschaft);
- sämtliche Verbindlichkeiten, einschließlich Zahlungsverpflichtungen aus fälligen vertraglichen Verbindlichkeiten und beschlossene, aber noch nicht vorgenommene Ausschüttungen;
- vom Verwaltungsrat der Gesellschaft genehmigte und angenommene Verpflichtungen der CROWN PREMIUM VI S.A.;
- sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der CROWN PREMIUM VI S.A..

Art. 13. Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswertes. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist ermächtigt, die Berechnung des Nettovermögenswertes von Aktien in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in der Verantwortlichkeit oder dem Einflussbereich der CROWN PREMIUM VI S.A. stehen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;
- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung der CROWN PREMIUM VI S.A. bzw. des Master Funds verhindern;
- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die CROWN PREMIUM VI S.A. zu liquidieren;
- wenn die Berechnung des Nettovermögenswertes beim Master Fund ausgesetzt wird.

Die Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswertes wird den betroffenen Aktionären schriftlich an die im Aktienregister eingetragene Adresse(n) mitgeteilt.

Während der Aussetzung der Berechnung des Nettovermögenswertes werden keine Aktien ausgegeben, zurückgekauft oder zurückgenommen.

4. Verwaltung der Gesellschaft

Art. 14. Verwaltungsrat. CROWN PREMIUM VI S.A. wird von einem Verwaltungsrat der Gesellschaft verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionär von CROWN PREMIUM VI S.A. sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden und/oder vertretenen Aktionäre im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder und die Dauer ihrer Amtszeit. Für die Verwaltungsräte, welche nicht in einem festen Anstellungsverhältnis mit der LGT Group stehen, kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft eine marktübliche Vergütung festsetzen.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied durch Tod, Geschäftsunfähigkeit, Konkurs, Rücktritt oder aus einem anderen Grund aus seinem Amt, so kann die unbesetzte Stelle durch die übrigen Verwaltungsratsmitglieder bis zur nächsten Generalversammlung der Aktionäre vorübergehend für einen die ursprüngliche Amtszeit des zu ersetzenden Verwaltungsratsmitglieds nicht übersteigenden Zeitraum bis zur nächsten Generalversammlung der Aktionäre ausgefüllt werden, welche im Einklang mit den anwendbaren gesetzlichen Vorschriften über die endgültige Neubesetzung entscheidet.

Für den Fall, dass das einzige Verwaltungsratsmitglied aus seinem Amt scheidet, muss die frei gewordene Stelle unverzüglich durch die Generalversammlung der Aktionäre neu besetzt werden.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates der Gesellschaft. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist für die Ausführung der im Emissionsdokument beschriebenen Anlagepolitik der Gesellschaft umfassend verantwortlich.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß den Bestimmungen des Emissionsdokuments von CROWN PREMIUM VI S.A. vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft ausgeübt werden.

Art. 16. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der CROWN PREMIUM VI S.A. (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für CROWN PREMIUM VI S.A. zu handeln) und die Ausführung der täglichen Anlagepolitik der Gesellschaft an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen sowie Gremien übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat der Gesellschaft bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates der Gesellschaft und innerhalb der gesetzlichen Grenzen, weiter delegieren können.

CROWN PREMIUM VI S.A. kann, wie im Einzelnen im Emissionsdokument von CROWN PREMIUM VI S.A. beschrieben, einen oder mehrere Verwalter alternativer Investmentfonds („AIFM“) und andere Dienstleister für CROWN PREMIUM VI S.A. bestellen, welche gegenüber CROWN PREMIUM VI S.A. oder den Aktionären Leistungen erbringen sollen und aus dem Gesellschaftsvermögen vergütet werden sollen. Jeder Verweis auf den Verwaltungsrat in dieser Satzung ist als Verweis auf den Verwaltungsrat oder eine von diesem ermächtigte Person, einschließlich des AIFM zu verstehen.

Sofern der AIFM nicht die Voraussetzungen der Ausnahmetatbestände des Artikels 3 Abs. 2 der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 8. Juni 2011 über die Verwalter alternativer Investmentfonds in der jeweils geltenden Fassung (die „AIFM Richtlinie“) bzw. des jeweils anwendbaren nationalen Rechts erfüllt, hat der Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit Artikel 4 Buchstabe a) des Gesetzes vom 12 Juli 2013 über die Verwalter alternativer Investmentfonds (das „Gesetz von 2013“) einen AIFM zu bestellen, der ordnungsgemäß zur Verwaltung alternativer Investmentfonds auf Grundlage des jeweiligen zur Umsetzung der AIFM Richtlinie ergangenen nationalen Rechts zugelassen ist. Andernfalls muss der AIFM oder, für den Fall, dass kein externer AIFM bestellt wird, die Gesellschaft, zumindest in Übereinstimmung mit Artikel 3 Abs. 3 der AIFM Richtlinie bzw. des jeweils anwendbaren nationalen Rechts bei der zuständigen Behörde als Verwalter alternativer Investmentfonds registriert sein.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann innerhalb der gesetzlichen Grenzen spezielle Befugnisse durch notariell beurkundete oder privatschriftliche Vollmachten übertragen.

Art. 17. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort und der dort angegebenen Zeit zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft oder, im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens drei Tage vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, mittels Brief, Telefax, E-Mail oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft kann an einer Verwaltungsratssitzung teilnehmen, indem es ein anderes Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft schriftlich, mittels Brief, Telefax, E-Mail oder ähnliche Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung als hinreichender Nachweis dient. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen; diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich und die Sitzung wird als am Sitz der Gesellschaft abgehalten erachtet.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft können die CROWN PREMIUM VI S.A. nicht durch Einzelunterschriften verpflichtet, außer im Falle einer ausdrücklich entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft oder ein anderes vom Verwaltungsrat der Gesellschaft festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten ist.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren benötigt werden sollten, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern der Gesellschaft rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit einer Mehrheit von drei Viertel aller Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft kann solche Beschlüsse schriftlich, mittels Brief, Telefax, E-Mail oder ähnlichen Kommunikationsmitteln billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

Art. 18. Zeichnungsbefugnis. Gegenüber Dritten wird CROWN PREMIUM VI S.A. rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat der Gesellschaft durch Beschluss ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 19. Interessenkonflikte. Bei der Verwaltung und der Investitionstätigkeit der CROWN PREMIUM VI S.A. können Interessenkonflikte auftreten. Das Emissionsdokument der CROWN PREMIUM VI S.A. enthält, über die in diesem Artikel beschriebenen möglichen Konflikte hinaus, eine ausführlichere Darstellung möglicher Interessenkonflikte und deren Lösungsmöglichkeiten.

Verträge oder sonstige Transaktionen zwischen CROWN PREMIUM VI S.A. und einer anderen Gesellschaft bleiben wirksam, auch wenn Mitglieder des Verwaltungsrates der CROWN PREMIUM VI S.A. an dieser anderen Gesellschaft beteiligt sind oder bei dieser anderen Gesellschaft Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, Führungskraft oder Mitarbeiter sind.

Mitglieder des Verwaltungsrates der CROWN PREMIUM VI S.A. können als Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft, Führungskraft oder Mitarbeiter einer anderen Gesellschaft tätig sein und in dieser Funktion mit CROWN PREMIUM VI S.A. Verträge abschließen oder anderweitig Geschäfte tätigen. In diesen Fällen ist das betreffende Mitglied der Geschäftsführung grundsätzlich nicht daran gehindert, über Angelegenheiten im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag bzw. Geschäft zu beraten, darüber abzustimmen oder sonst diesbezüglich für CROWN PREMIUM VI S.A. tätig zu werden.

Sollte ein Mitglied des Verwaltungsrates der CROWN PREMIUM VI S.A. jedoch ein persönliches Interesse an einer Transaktion von CROWN PREMIUM VI S.A. haben, das im Widerspruch zu den Interessen von CROWN PREMIUM VI S.A. steht, muss das betreffende Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft diesen Interessenkonflikt bekannt geben und darf sich nicht an den Beratungen oder Abstimmungen über die betreffende Transaktion beteiligen. Der diesbezügliche

Interessenkonflikt des betreffenden Mitglieds des Verwaltungsrates der Gesellschaft muss der nächsten Generalversammlung mitgeteilt werden.

Ein „persönliches Interesse“ eines Mitglieds des Verwaltungsrates der Gesellschaft an einer Transaktion von CROWN PREMIUM VI S.A. besteht jedoch nicht bereits deswegen, weil das Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft in irgendeiner Rechtsbeziehung zu der Vertragspartei von CROWN PREMIUM VI S.A. steht. Die vorstehenden Regeln finden überdies keine Anwendung auf Entscheidungen des Verwaltungsrates der Gesellschaft, die die laufende Geschäftsführung von CROWN PREMIUM VI S.A. unter gewöhnlichen Bedingungen betreffen.

In jedem Fall setzt der AIFM, bevor er eine Transaktion für die Gesellschaft tätigt, die Aktionäre unmissverständlich über die allgemeine Art bzw. die Quellen der Interessenkonflikte in Kenntnis, falls die vom AIFM zur Ermittlung, Vorbeugung, Beilegung und Beobachtung von Interessenkonflikten getroffenen organisatorischen Vorkehrungen nicht ausreichen, um nach vernünftigem Ermessen zu gewährleisten, dass das Risiko einer Beeinträchtigung von Interessen der Aktionäre vermieden wird.

Ein Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft ist nicht verpflichtet, gegenüber CROWN PREMIUM VI S.A. Informationen offen zu legen, wenn das Mitglied des Verwaltungsrates der Gesellschaft dadurch Vertraulichkeitsverpflichtungen verletzen würde.

Art. 20. Freistellung. Die Gesellschaft stellt die Mitglieder des Verwaltungsrates der Gesellschaft, die LGT Capital Partners (Ireland) Limited, die LGT Capital Partners AG, deren verbundene Unternehmen, deren Gesellschafter, Angestellte, Geschäftsführer, Vorstände, Leitungs- und Gremienmitglieder sowie von ihnen im Zusammenhang mit ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft beauftragte Dritte (zusammen die „Freistellungsberechtigten“), vollumfänglich von jeder unmittelbaren oder mittelbaren Inanspruchnahme, Haftung, Verlust oder Schaden frei, die den Freistellungsberechtigten im Zusammenhang mit oder aus ihrer Tätigkeit für die Gesellschaft erwachsen können. Dabei eingeschlossen sind sämtliche Kosten und Aufwendungen des Freistellungsberechtigten.

Die Freistellung umfasst auch die Kosten der Rechtsverfolgung und Rechtsverteidigung. Die Freistellung hat auf erstes Anfordern zu erfolgen. Der Anspruch auf Freistellung ist teilweise oder vollständig beschränkt, soweit nachgewiesen wird, dass ein Teil oder die gesamte Haftung des Freistellungsberechtigten direkt und unmittelbar durch dessen vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten verursacht worden ist. Bei Meinungsverschiedenheiten darüber, ob die Haftung des Freistellungsberechtigten zum Teil oder vollständig auf dessen direktem und unmittelbarem vorsätzlichem oder grob fahrlässigem Verhalten beruht, hat der Freistellungsberechtigte Anspruch auf umfassende Freistellung bis zur rechtskräftigen Entscheidung über die Meinungsverschiedenheit; wird festgestellt, dass die Haftung des Freistellungsberechtigten zum Teil oder vollständig auf dessen direktem und unmittelbarem vorsätzlichem oder grob fahrlässigem Verhalten beruht, hat der betreffende Freistellungsberechtigte die im Rahmen der Freistellung empfangenen Leistungen zum Teil oder vollständig zurückzugewähren.

5. Generalversammlung

Art. 21. Generalversammlung. Die Generalversammlung der CROWN PREMIUM VI S.A. repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der CROWN PREMIUM VI S.A. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit von CROWN PREMIUM VI S.A. anzuordnen oder zu genehmigen. Im Übrigen ist allein der Verwaltungsrat der Gesellschaft befugt, im Außenverhältnis für die Gesellschaft zu handeln.

Die jährliche Generalversammlung der CROWN PREMIUM VI S.A. wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in der Gemeinde, in der sich der Gesellschaftssitz befindet, oder an einem anderen in der Einberufung bestimmten Ort am dritten Donnerstag des Monats Juni um 17:00 Uhr abgehalten. Wenn dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg ist, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Generalversammlungen treten auf schriftliche Einladung des Verwaltungsrates der Gesellschaft zusammen. Die Einladung zu einer Generalversammlung muss die Tagesordnung enthalten und wenigstens acht Kalendertage vor der Generalversammlung an jeden betroffenen Inhaber von Aktien an dessen im Aktienregister eingetragene Adresse per Einschreiben versandt werden. Aktionäre, welche allein oder gemeinsam wenigstens ein Zehntel (1/10) des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, können vom Verwaltungsrat der Gesellschaft verlangen, innerhalb von einem Monat eine Generalversammlung einzuberufen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und auf sämtliche Ladungsformalitäten verzichtet haben, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind, wobei die Tagesordnung sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten wird.

Jede Aktie vermittelt eine Stimme. Aktienbruchteile vermitteln keine Stimmrechte. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann einem Aktionär, der Aktien der Gesellschaft auf Rechnung mehrerer Investoren hält, in seinem Ermessen das Recht einräumen, die auf die Aktien an CROWN PREMIUM VI S.A. entfallenden Stimmrechte unterschiedlich auszuüben, abhängig davon, welche Weisungen der Aktionär von den wirtschaftlich berechtigten Investoren erhalten hat.

Ein Aktionär kann an jeder Generalversammlung der Aktionäre teilnehmen, indem er eine andere Person durch ein unterzeichnetes Dokument, das per Post, Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Aktionäre vertreten.

Sofern sich nicht aus dem Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) oder aus dieser Satzung etwas anderes ergibt, werden Beschlüsse in einer ordnungsgemäß einberufenen Generalversammlung der Aktionäre ohne Erfordernis eines Anwesenheitsquorums mit einfacher Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen gefasst unabhängig von dem dabei vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Vorbehaltlich der Bestimmungen des Gesetzes von 1915 kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft jede sich im Gange befindliche Generalversammlung der Aktionäre um vier (4) Wochen vertagen. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft muss eine Generalversammlung der Aktionäre vertagen, wenn dies von einem oder mehreren Aktionären, die mindestens zwanzig Prozent (20%) des Gesellschaftskapitals halten, gefordert wird. Durch derartige Vertagung wird jeder bereits gefasste Beschluss in dieser Versammlung annulliert.

Art. 22. Verwahrstelle. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird CROWN PREMIUM VI S.A. einen Verwahrstellenvertrag mit einer luxemburgischen Bank im Sinne des geänderten Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor („Verwahrstelle“) und in Übereinstimmung mit Artikel 33 des Gesetzes von 2007 und Artikel 19 Absatz 2 des Gesetzes von 2013 abschließen.

Die Verwahrstelle wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen und dem Verwahrstellenvertrag vorgesehen ist und ausschließlich im Interesse der Aktionäre handeln. Insbesondere beinhaltet dies:

- Geld in Geldkonten zu halten und Geldströme zu beobachten;
- verwahrfähige Finanzinstrumente für die Gesellschaft zu verwahren;
- die Eigentümerüberprüfung und Buchhaltungspflichten im Hinblick auf sonstige
- Vermögenswerte der Gesellschaft;
- Die Durchführung von Beobachtungs- und Prüfungsaufgaben.

Sofern das Recht eines Drittstaates erfordert, dass bestimmte Finanzinstrumente durch eine örtliche Einrichtung verwahrt werden und keine örtliche Einrichtung vorhanden ist, die die Anforderungen an die Delegation von Aufgaben der Verwahrstelle nach dem Gesetz von 2013 erfüllt, ist die Gesellschaft ausdrücklich dazu befugt, die Verwahrstelle schriftlich aus ihrer Verantwortung im Hinblick auf die Verwahrung solcher Finanzinstrumente für den Fall zu entlassen, dass die Verwahrstelle von der Gesellschaft oder dem AIFM angewiesen wurde, die Verwahrung solcher Finanzinstrumente an eine solche lokale Einrichtung zu delegieren und unter der Voraussetzung, dass die Bedingungen des Artikels 19 Abs. 14 des Gesetzes von 2013 erfüllt sind.

Sowohl die Verwahrstelle als auch CROWN PREMIUM VI S.A. sind berechtigt, die Verwahrstellenbestellung jederzeit im Einklang mit dem Verwahrstellenvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat der Gesellschaft alle Anstrengungen unternehmen, um mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Verwahrstelle zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Verwahrstelle wird die bisherige Verwahrstelle zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Verwahrstelle vollumfänglich nachkommen.

6. Wirtschaftsprüfer

Art. 23. Wirtschaftsprüfer. Der Jahresabschluss wird gemäß den Vorschriften für Luxemburger Kapitalgesellschaften erstellt und durch eine unabhängige Wirtschaftsprüfungsgesellschaft (réviseurs d'entreprises agréé), die von der Gesellschaft beauftragt und aus dem Gesellschaftsvermögen vergütet wird, überprüft. Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz von 2007 vorschreibt.

7. Rechnungsjahr; Ausschüttungen

Art. 24. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt jeweils am 1. Januar eines Kalenderjahres und endet am 31. Dezember des Kalenderjahres.

Der Jahresabschluss der CROWN PREMIUM VI S.A. wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d. h. in Euro, aufgestellt.

Art. 25. Ausschüttungen. „Ausschüttungsfähige Liquidität“ sind sämtliche liquiden Mittel, die einer Aktienklasse der Gesellschaft zugeordnet worden sind. Erlöse der Gesellschaft aus ihren Anlagen werden den Aktienklassen derart zugeordnet, dass die Aktien der Aktienklasse A ausschließlich an der Anteilsklasse A des Master Funds partizipiert, die Aktien der Aktienklasse B ausschließlich an der Anteilsklasse B des Master Funds partizipiert und die Aktien der Aktienklasse O ausschließlich an der Anteilsklasse O des Master Funds partizipiert. Die ausschüttungsfähige Liquidität reduziert sich um eine vom Verwaltungsrat der Gesellschaft pro rata zu dem jeweiligen Zeichnungskapital der Aktienklassen zugeordneten allgemeinen Kosten und Verbindlichkeiten der Gesellschaft sowie einer im Ermessen des Verwaltungsrates der Gesellschaft angemessenen Liquiditätsreserve (i) zur Bestreitung der Kosten, Aufwendungen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft (einschließlich künftiger Zahlungsverpflichtungen gegenüber dem Master Fund) sowie (ii) zur Vornahme von Re-Investitionen.

Die Auszahlung ausschüttungsfähiger Liquidität kann durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft entsprechend den nachfolgenden Bestimmungen unter Berücksichtigung der weiteren Regelungen im Emissionsdokument, insbesondere in Bezug auf die Erfolgsbeteiligung des AIFM, beschlossen werden. Entscheidungen über die Ausschüttung des jährlichen Ertrags bedürfen der Beschlussfassung der Aktionäre im Rahmen der jährlichen Generalversammlung der Aktionäre von CROWN PREMIUM VI S.A. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann jedoch in eigenem Ermessen Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen vornehmen, ohne dass es einer vorherigen Beschlussfassung der Generalversammlung bedarf.

Die Auszahlung ausschüttungsfähiger Liquidität kann unabhängig von realisierten oder unrealisierten Verlusten oder Gewinnen erfolgen, vorausgesetzt, dass nach der Auszahlung die Nettovermögenswerte der Gesellschaft das Mindestkapital gemäß Artikel 5 dieser Satzung weiterhin überschreiten.

Die Auszahlung ausschüttungsfähiger Liquidität erfolgt innerhalb einer Aktienklasse an die Aktionäre grundsätzlich im Verhältnis der Anzahl ihrer Aktien zueinander. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist berechtigt, etwaige Vor- oder Nachteile innerhalb einer Aktienklasse, insbesondere aufgrund unterschiedlicher Quellensteuerbelastung, die in der Person von bestimmten Aktionären begründet sind und sich bei der Zuordnung von ausschüttungsfähiger Liquidität zur Aktienklasse ausgewirkt haben, zu berücksichtigen und auszugleichen.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist berechtigt, in Übereinstimmung mit den näheren Bestimmungen des Emissionsdokuments, ausschüttungsfähige Liquidität an die Aktionäre vorläufig, unter dem Vorbehalt der Wiedereinzahlung bei der Gesellschaft, auszuzahlen. Entsprechende Auszahlungen erhöhen die noch abrufbaren Kapitalzusagen der Aktionäre wieder und können von den betroffenen Aktionären erneut im Rahmen der Ausgabe von Aktien der Gesellschaft abgerufen werden. Zurückgerufene Auszahlungen und die Gründe für den Rückruf werden im Jahresbericht der Gesellschaft offen gelegt.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft kann Ausschüttungen von Sachwerten in eigenem Ermessen veranlassen, vorausgesetzt, dass (i) die jeweils betroffenen Aktionäre zustimmen, (ii) die Gleichbehandlung der Aktionäre gewährleistet ist und (iii) der Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft die Bewertung des betreffenden Vermögenswertes zuvor geprüft hat.

Ausschüttungen erfolgen an die Aktionäre an die im Aktienregister hinterlegte Bankverbindung.

8. Auflösung und Liquidation

Art. 26. Auflösung der Crown Premium VI S.A. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft ist berechtigt, eine Entscheidung der Generalversammlung über die Auflösung der Gesellschaft herbeizuführen, wenn nach seiner Einschätzung eine Fortsetzung der Anlagentätigkeit durch die Gesellschaft nicht sinnvoll erscheint. Darüber hinaus kann CROWN PREMIUM VI S.A. zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung unter Einhaltung eines Anwesenheitsquorums von mindestens der Hälfte des Gesellschaftskapitals und einer Mehrheit von mindestens zwei Drittel der abgegebenen Stimmen aufgelöst werden.

Vorbehaltlich der nachfolgenden Bestimmungen wird CROWN PREMIUM VI S.A. nach Beendigung der festen Laufzeit (31. Dezember 2029) automatisch aufgelöst. Abhängig von der Laufzeit des Master Funds kann sich die Laufzeit von CROWN PREMIUM VI S.A. verlängern oder verkürzen.

Die Laufzeit von CROWN PREMIUM VI S.A. verlängert sich automatisch, wenn der Master Fund über den 31. Dezember 2029 hinaus verlängert wird. Die Laufzeit von CROWN PREMIUM VI S.A. verkürzt sich automatisch auf den Zeitpunkt, zu dem die Laufzeit vom Master Fund vor dem 31. Dezember 2029 endet.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestkapitals gemäß Artikel 5 fällt, wird die Frage der Auflösung der CROWN PREMIUM VI S.A. durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgetragen. Die Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der bei dieser Versammlung vertretenen Stimmen.

Die Frage der Auflösung der CROWN PREMIUM VI S.A. wird der Generalversammlung durch den Verwaltungsrat der Gesellschaft auch dann unterbreitet, wenn das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestkapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließen und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen Stimmen haben.

Die Generalversammlung muss innerhalb einer Frist von 40 Tagen nach Feststellung, dass das Mindestgesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Mindestkapitals gefallen ist, einberufen werden.

Art. 27. Liquidation. Die Liquidation wird durch einen oder mehrere Liquidatoren durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sein können und die ordnungsgemäß von der zuständigen Aufsichtsbehörde genehmigt und von der Generalversammlung ernannt werden müssen. Letztere beschließt auch über die Befugnisse und eventuelle Vergütung der Liquidatoren.

Der Netto-Liquidationserlös der CROWN PREMIUM VI S.A. wird von den Liquidatoren an die Aktionäre in entsprechender Anwendung der Bestimmungen des Artikels 25 dieser Satzung verteilt. Die Ausschüttung von Sachwerten ist zulässig.

Der Liquidationserlös, der von Aktionären nach Abschluss der Liquidation nicht eingefordert wurde, verbleibt bei der Verwahrstelle während des gesetzlich vorgeschriebenen Zeitraums und wird anschließend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt; nach 30 Jahren verfällt der Liquidationserlös.

9. Sonstige Bestimmungen

Art. 28. Änderungen der Satzung und des Emissionsdokuments. Vorbehaltlich anderer Regelungen in dieser Satzung erfordert die Änderung der Satzung einen Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen, in der mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist. Falls die zweite Bedingung nicht erfüllt ist, kann im Einklang mit den Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und dieser Satzung eine zweite Generalversammlung der Aktionäre einberufen werden, die unabhängig von einem Anwesenheitsquorum beschlussfähig ist und in welcher Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln (2/3) der abgegebenen gültigen Stimmen gefasst werden. Enthaltungen und nichtige Stimmen werden bei der Berechnung nicht berücksichtigt.

Die Aktionäre können die Nationalität der Gesellschaft nur einstimmig ändern. Im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und vorbehaltlich der Regelungen des Emissionsdokuments ist der Verwaltungsrat der Gesellschaft berechtigt, Änderungen des Emissionsdokuments im eigenen Ermessen vorzunehmen, soweit dies zur Aktualisierung erforderlich ist, den vermuteten Interessen der Aktionäre entspricht oder zur Vermeidung von möglichen Schäden für die Gesellschaft oder ihrer Aktionäre für angemessen erachtet wird.

Art. 29. Schriftform. Soweit in dieser Satzung Schriftformerfordernisse geregelt sind, kann dieses Schriftformerfordernis mittels Brief, Telefax, E-Mail oder ähnlichen Kommunikationsmitteln erfüllt werden.

Art. 30. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes von 1915 und des Gesetzes von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

Übergangsbestimmungen

a. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

b. Die erste Jahreshauptversammlung der Aktionäre soll im Jahr 2015 abgehalten werden.

c. Abschlagsdividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die einhundertfünfundfünfzig (155) ausgegebenen Aktien wurden durch LGT Investments Limited, vorbenannt, zum Preis von zweihundert Euro (EUR 200) gezeichnet. Der Nachweis über die Einzahlung von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) wurde dem Notar erbracht und von diesem ausdrücklich festgestellt.

Die gesamte Einlage in Höhe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000) wird vollständig dem Gesellschaftskapital zugeführt.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Auslagen

Die der Gesellschaft aufgrund oder im Zusammenhang mit der Gründung entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare und Auslagen werden auf EUR 3.500.- geschätzt.

Beschlüsse der Aktionäre

Die Gründerin, welche das gesamte Gesellschaftskapital repräsentiert und welche auf eine formelle Einberufung verzichtet, hat folgende Beschlüsse gefasst:

1. Der Sitz der Gesellschaft ist in 2, Place Dargent, L-1413 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

2. Die folgenden Personen werden als Verwaltungsratsmitglieder der Gesellschaft ernannt, bis zur Hauptversammlung der Aktionäre, die den Jahresabschluss der Gesellschaft für das erste Geschäftsjahr verabschiedet;

- Dr. Konrad Bächinger, geboren am 17. Juni 1950 in Rapperswill (Schweiz), beruflich ansässig in der Herrengasse 12, FL-9490 Vaduz, Fürstentum Liechtenstein;

- Maximilian F. Bröner, geboren am 20.10.1966 in Königstein im Taunus (Deutschland), beruflich ansässig in der Schützenstrasse 6, CH-8808 Pfäffikon SZ, Schweiz;

- Dr. Roberto Paganoni, geboren am 24.08.1961 in Aachen (Deutschland), beruflich ansässig in der Schützenstrasse 6, CH-8808 Pfäffikon SZ, Schweiz;

- Robert Schlachter, geboren am 21.09.1964 in London (England), beruflich ansässig in der Schützenstrasse 6, CH-8808 Pfäffikon SZ, Schweiz;

- Dr. Urs Gähwiler, geboren am geboren am 29.03.1959 in Frauenfeld (Schweiz), beruflich ansässig in der Herrengasse 12, FL-9490 Vaduz, Fürstentum Liechtenstein.

3. Die folgende Person wird als unabhängiger Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft bis zur Hauptversammlung der Aktionäre, die den Jahresabschluss der Gesellschaft für das erste Geschäftsjahr verabschiedet ernannt:

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
 Réviseur d'Entreprises
 400, Route d'Esch
 B.P. 1443
 L-1014 Luxembourg
 RCS Luxembourg B 65477

Worüber diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen wurde.

Nachdem das Dokument der Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen wurde, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, hat die Bevollmächtigte die Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: M. STADLER-TJAN und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 août 2014. Relation: LAC/2014/39274. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - Der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 4. September 2014.

Référence de publication: 2014138872/757.

(140157559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 septembre 2014.

Marcudia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 180.510.

L'an deux mille quatorze, le vingt-six août.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme MARCUDIA S.A., dénommée ci-après "la Société", avec siège social à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire à Junglinster en date du 4 septembre 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 2829 du 12 novembre 2013, immatriculée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B au numéro 180510, dont les statuts n'ont jamais été modifiés.

Bureau

L'assemblée est ouverte à 10 heures sous la présidence de Monsieur Patrick VAN HEES, employé privé, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Le Président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Suet Sum WONG, employée privée, demeurant professionnellement à L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

Composition de l'assemblée

Il existe actuellement 3.100 (trois mille cent) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune, toutes intégralement souscrites et libérées qui représentent l'intégralité du capital social de EUR 31.000,- (trente et un mille euros).

La désignation des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée est portée sur une liste de présence, signée par leur mandataire, à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les participants à l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, reste annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Reste pareillement annexée au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée, la procuration émanant de l'actionnaire unique représenté à la présente assemblée, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Exposé du Président

Le Président expose et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- La présente assemblée a l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1) Création d'une nouvelle catégorie d'actions et de la possibilité de représenter le capital social par des actions de Classe A et des actions de Classe B et détermination des droits qui y sont attachés, conformément au projet de nouveaux statuts annexé aux procurations.

2) Instauration d'un capital autorisé permettant au conseil d'administration de décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, jusqu'à un montant total maximum de cinquante millions d'euros (EUR 50.000.000,-), par émission d'Actions A exclusivement, sans pouvoir supprimer le droit préférentiel de souscription.

3) Création de deux catégories d'administrateurs, de classe A et de classe B et détermination de leurs prérogatives respectives conformément au projet de nouveaux statuts, annexé aux procurations.

4) Refonte complète des statuts de la Société conformément au projet annexé aux procurations, pour les conformer aux décisions prises sur les points portés à l'ordre du jour, sans en modifier d'éléments essentiels dont l'objet social.

II.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée générale, il peut être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Constatation de la validité de l'assemblée

L'exposé du Président, après vérification par le scrutateur, est reconnu exact par l'assemblée. Celle-ci se considère comme valablement constituée et apte à délibérer sur les points à l'ordre du jour étant entendu qu'au cas où toutes les actions sont détenues par un actionnaire unique, celui-ci exerce seul les prérogatives dévolues à l'assemblée générale.

Le Président expose les raisons qui ont motivé les points à l'ordre du jour.

Résolutions

L'assemblée aborde l'ordre du jour et, après avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de créer une nouvelle catégorie d'actions et de la possibilité de représenter le capital social par des actions de Classe A et des actions de Classe B.

Les droits qui sont attachés aux deux classes d'actions sont déterminés conformément au projet de nouveaux statuts annexé aux procurations dont question ci-avant et ci-annexées.

Toutes les actions actuellement émises sont échangées contre deux mille neuf cent quatre-vingts (2.980) actions de la Classe A et cent vingt (120) actions de la Classe B et les inscriptions afférentes sont effectuées sur le registre des actions nominatives à la diligence du conseil d'administration.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'instaurer un capital autorisé permettant au conseil d'administration de décider d'augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, jusqu'à un montant total maximum de cinquante millions d'euros (EUR 50.000.000,-), par émission d'Actions A exclusivement, sans pouvoir supprimer le droit préférentiel de souscription.

Troisième résolution

L'assemblée décide de créer deux catégories d'administrateurs, de classe A et de classe B.

Leurs prérogatives sont déterminées conformément au projet de nouveaux statuts annexé aux procurations dont question ci-avant et ci-annexées.

Quatrième résolution

L'assemblée décide procéder à une refonte complète des statuts de la Société conformément au projet annexé aux procurations, pour les conformer aux décisions prises ci-avant et sans en modifier d'éléments essentiels dont l'objet social.

Les statuts ont désormais la teneur suivantes:

Définition - Dénomination - Objet - Siège - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. La société est dénommée «MARCUDIA S.A.» (la «Société»).

La Société est une société anonyme, régie par les présents statuts et leurs modifications ultérieures (les «Statuts») et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), dont notamment celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Art. 2. Siège Social. Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré dans la ville de Luxembourg par décision du conseil d'administration de la Société (le «Conseil») et en tout autre lieu au Grand-duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire.

Le Conseil peut ouvrir des bureaux ou succursales, sous forme d'établissement permanent ou non, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 3. Objet social. La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute société ou entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. Elle peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, dont notamment des actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et autres instruments de dette, et plus généralement, toutes valeurs et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, participer à la création, au développement et au contrôle de toute société ou entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut aussi utiliser ses fonds pour investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou dans tout autre actif mobilier ou immobilier de toute sorte ou toute forme et à ces fins, elle est habilitée à réaliser toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à l'acquisition, la détention, l'achat, la vente, la prise et la mise en location, le positionnement et la mise en valeur de tous biens immobiliers sis au Grand-Duché de Luxembourg et partout ailleurs à l'étranger, cette énumération d'activités n'étant qu'exemplative et n'ayant aucune portée exhaustive.

La Société peut accorder à ses filiales toute forme d'assistance, dont l'octroi d'avances, prêts, crédits, gages, garanties, privilèges, hypothèques et toute autre forme de sûretés, de toute sorte et forme. La Société peut accorder le même type d'assistance aux sociétés qui font partie de son groupe, à la condition que cela tombe dans l'intérêt social et n'implique pas d'autorisation spécifique.

Elle prend toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fait toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent, mais ne s'engage dans aucune transaction ou activité considérée comme une activité réglementée ou qui requerrait de la Société une autorisation spécifique.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Capital social - Actions

Art. 5. Capital social et capital autorisé. Le capital souscrit de la Société est fixé à EUR 31.000,- (trente et un mille euros) représenté par des actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune.

Ces actions sont subdivisées comme suit:

- deux mille neuf cent quatre-vingts (2.980) actions de la classe A («Actions A»), et
 - cent vingt (120) actions de la classe B («Actions B»),
- (collectivement les «Actions»).

Les propriétaires d'Actions A sont désignés «Actionnaires A», les propriétaires d'Actions B «Actionnaires B» et collectivement les «Actionnaires».

Le Conseil est autorisé à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, jusqu'à un montant total maximum de cinquante millions d'euros (EUR 50.000.000,-), par émission d'Actions A exclusivement.

Cette autorisation, renouvelable, prend effet dès le 26 août 2014 et reste valable jusqu'au 25 août 2019 inclus.

Dans ce cadre, le Conseil peut décider d'augmenter le capital souscrit avec émission de nouvelles Actions A, moyennant ou non paiement d'une prime d'émission, cette dernière à libérer intégralement. La libération totale ou partielle de ces augmentations peut être acceptée en espèces ou en nature y compris par compensation avec des créances vis-à-vis de la société, par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission ou encore par conversion d'obligations.

Le Conseil peut déléguer à toute personne le pouvoir de recueillir les souscriptions, de recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital et de comparaître en son nom devant notaire aux fins de constater l'augmentation décidée et de modifier les statuts en conséquence.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

Art. 6. Actions. Les Actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par action.

En cas de démembrement de la propriété d'une Action, les droits respectifs du nu-propriétaire et de l'usufruitier s'exercent conformément aux Statuts.

Les Actions sont et resteront nominatives.

La propriété des Actions s'établit par une inscription sur un registre tenu par le Conseil, le «Registre».

En cas de démembrement de la propriété des Actions, les inscriptions dans le Registre mentionnent la qualité respective d'usufruitier et de nu-propriétaire.

Des certificats constatant les inscriptions peuvent être délivrés aux actionnaires.

Cession - préemption:

Les cessions entre vifs ne peuvent porter que sur la pleine-propriété ou sur la nue-propriété des Actions.

Un Actionnaire qui désire céder une ou plusieurs de ses Actions doit notifier son intention par lettre recommandée au Président du Conseil ou à l'Administrateur unique, qui immédiatement, et au plus tard dans les dix (10) jours de la réception de la notification, communique par lettre recommandée une copie de la notification à tous les autres Actionnaires. La notification de l'Actionnaire au Président du Conseil doit spécifier le nombre d'actions qui doivent être transférées, l'identité du cessionnaire, le prix et les conditions de vente envisagés. Cette notification doit également contenir l'offre irrévocable, après l'expiration des délais ci-après mentionnés, pour transférer les actions offertes aux autres actionnaires, au pro rata, pour le prix le moins élevé du (i) prix spécifié par action dans la notification, ou (ii) de la juste valeur de marché de l'action, déterminée par un réviseur d'entreprises agréé luxembourgeois, spécialement nommé à cet effet par le Conseil.

Les autres Actionnaires bénéficient d'un droit de préemption au pro rata sur les Actions à céder en respectant les règles de priorités suivantes:

- quand les Actions sont détenues en pleine-propriété, le Président du Conseil doit respecter l'ordre de priorité suivant et ne peut tenir compte de la notification de l'acceptation de l'offre de cession d'Action A ou d'Action B faite par un Actionnaire que si l'Actionnaire en rang précédent ne l'a pas effectuée dans les délais prescrits ci-après.

Ordre de priorité:

- Rang 1: les Actionnaires B; et ensuite

- Rang 2: les Actionnaires A.

- En cas de démembrement de la propriété des Actions et de proposition de cession portant sur la nue-propriété des Actions, le Président du Conseil doit respecter l'ordre de priorité suivant et ne peut tenir compte de la notification de l'acceptation de l'offre de cession d'Action A ou d'Action B faite par un Actionnaire que si l'Actionnaire en rang précédent ne l'a pas effectuée dans les délais prescrits ci-après.

Ordre de priorité:

- Rang 1: les nus-proprétaires d'Actions B; et ensuite

- Rang 2: les nus-proprétaires d'Actions A; et ensuite

- Rang 3: les usufruitiers d'Actions B; et enfin

- Rang 4: les usufruitiers d'Actions A.

Les Actionnaires qui désirent exercer leur droit de préemption doivent notifier leur acceptation de l'offre précitée, par lettre recommandée dans les 30 (trente) jours à partir de la communication de la notification par le Président du Conseil à tous les autres Actionnaires ainsi qu'à l'Actionnaire cédant aux adresses indiquées dans le registre des actionnaires, précisant le nombre d'actions à acquérir ainsi que le prix d'achat par action déterminé selon les règles précédemment énoncées. Si plusieurs Actionnaires sont intéressés par l'acquisition des Actions et si la demande est plus importante que l'offre, les Actions sont distribuées aux Actionnaires acquéreurs au pro rata de leur participation respective dans la Société.

Si la cession proposée porte sur la pleine propriété d'Actions et au cas où un ou plusieurs Actionnaires n'auraient pas notifié leur acceptation de l'offre dans le délai de trente (30) jours mentionné ci-dessus, les Actionnaires restants disposent d'un délai supplémentaire de quinze (15) jours pour notifier leur acceptation de l'offre restante.

En cas de démembrement de la propriété, si la cession proposée porte sur la nue-propriété d'Actions au cas où un ou plusieurs Actionnaires du Rang 1 n'auraient pas notifié leur acceptation de l'offre dans le délai de trente (30) jours mentionné ci-dessus, les Actionnaires du Rang 2 disposent d'un délai supplémentaire de quinze (15) jours pour notifier leur acceptation de l'offre restante.

Dans l'hypothèse précédente, au cas où un ou plusieurs Actionnaires du Rang 2 n'auraient pas notifié leur acceptation de l'offre dans le délai de quinze (15) jours mentionné ci-dessus, les Actionnaires du Rang 3 disposent d'un délai supplémentaire de quinze (15) jours pour notifier leur acceptation de l'offre restante.

Dans l'hypothèse précédente, au cas où un ou plusieurs Actionnaires du Rang 3 n'auraient pas notifié leur acceptation de l'offre dans le délai de quinze (15) jours mentionné ci-dessus, les Actionnaires du Rang 4 disposent d'un délai supplémentaire de quinze (15) jours pour notifier leur acceptation de l'offre restante.

Une fois le délai de trente (30) jours et le ou les délais de quinze (15) jours écoulés sans qu'aucune intention d'acquérir les actions de la part d'aucun des Actionnaires n'ait été connue, les Actions sont transférables à la personne indiquée dans la notification initiale, aux conditions fixées par cette dernière et sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale.

Agrément

Tout transfert de la propriété économique et/ou juridique d'Actions à une personne physique ou morale qui n'est pas déjà Actionnaire doit en outre être approuvé par une Assemblée Générale d'Agrément statuant aux conditions spéciales de présence et de majorité définies à l'article 10.1 des Statuts.

Sanction

Toute cession entre vifs d'Action portant sur l'usufruit seul ou qui n'a pas respecté la procédure déterminée ci-avant est nulle et ne peut être rendue opposable ou exécutoire envers quiconque. Dans un pareil cas, le Conseil n'est pas

autorisé à inscrire au registre des actionnaires de la Société les cessionnaires comme de nouveaux actionnaires et toute inscription est réputée nulle et non avenue.

Inscription de la cession

Toute cession d'Action effectuée en conformité avec les Statuts s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur le Registre, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs mandataires, ainsi que suivant les règles sur le transport des créances. Il est loisible à la société d'accepter et d'inscrire sur le registre toute cession qui serait constatée par une correspondance ou d'autres documents établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

La mutation des Actions en cas de décès est valablement faite à l'égard de la Société, sauf opposition, sur la production de l'acte de décès, du certificat d'inscription et d'un acte de notoriété reçu par le juge de paix ou par un notaire.

Rachat

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la Loi et les Statuts. Lorsque les Actions sont rachetées, les Actions sont immédiatement traitées comme si elles étaient déjà annulées et jusqu'à leur annulation effective, tous les droits rattachés à ces actions, y compris sans limitation les droits de vote et les droits aux distributions de quelque nature que ce soit, sont suspendus.

Administration

Art. 7. Conseil. Composition

La Société est gérée par un Conseil composé au minimum de trois (3) administrateurs de classe A (les Administrateurs A et individuellement un Administrateur A) et au minimum de deux (2) administrateurs de classe B (les Administrateurs B et individuellement un Administrateur B).

Toutefois, lorsque toutes les Actions sont détenues par un actionnaire unique, le Conseil peut se composer d'un seul administrateur dans les conditions prévues par la Loi. Un administrateur ne doit pas obligatoirement être Actionnaire de la Société.

L'Assemblée Générale nomme les administrateurs et fixe leur rémunération.

Elle fixe la durée de leur mandat, qui n'excédera pas 6 années, le renouvelle éventuellement et peut le révoquer à tout moment et ad nutum.

Les Administrateurs de Classe A sont choisis sur proposition des Actionnaires A et les Administrateurs de Classe B sont choisis sur proposition des Actionnaires B.

Le renouvellement des mandats et leur révocation s'effectue également sur propositions des Actionnaires des classes respectivement concernées.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants n'ont pas le droit d'y pourvoir provisoirement, mais doivent convoquer dans les délais les plus brefs une assemblée générale ayant à son ordre du jour la nomination d'un administrateur de la même classe que le poste laissé vacant.

Pouvoirs

Le Conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles pour l'accomplissement de l'objet social de la Société et engager celle-ci vis-à-vis des tiers. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale des Actionnaires sont de la compétence du Conseil.

La gestion journalière des affaires de la société peut être déléguée à toute personne, administrateur ou non, actionnaire ou non.

Comptes courants

A la demande écrite et expresse de tout Actionnaire, le Conseil peut lui ouvrir dans les livres de la Société un compte courant particulier sur lequel figureront les sommes versées par cet Actionnaire à la Société et les montants qui lui seraient dus par elle et laissés à sa disposition.

Le remboursement total ou partiel des comptes courants particuliers est subordonné et ne peut être décidé que par le Conseil, aux conditions prévues à l'article 8 des Statuts.

Représentation

Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes d'un Administrateur A et d'un Administrateur B.

Le délégué à la gestion journalière des affaires de la Société représente celle-ci sous sa signature individuelle, mais uniquement en ce qui concerne cette gestion.

Le Conseil peut mandater toute personne pour exécuter des tâches spécifiques et représenter la Société dans les limites fixées.

En matières bancaires, comportant notamment l'ouverture de comptes, leur clôture et les virements, la Société est, vis-à-vis des banques, valablement engagée comme suit:

- Pour des opérations d'un montant inférieur à dix mille euros (EUR 10.000,-), par la signature individuelle de chaque administrateur, quelque soit la catégorie dont il relève;

- Pour des opérations d'un montant supérieur ou égal à dix mille euros (EUR 10.000,-) et inférieur à cent mille euros (EUR 100.000,-), par la signature individuelle de deux administrateurs, quelque soit la catégorie dont ils relèvent;

- Pour des opérations d'un montant supérieur ou égal à cent mille euros (EUR 100.000,-), par la signature conjointe d'un Administrateur A et d'un Administrateur B.

Art. 8. Procédure. Le Conseil désigne parmi ses membres un président (le «Président») sans voix prépondérante. Le Président préside toutes les réunions du Conseil. En cas d'absence du Président, le Conseil est présidé par un administrateur présent et nommé à cet effet. Le Conseil peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement administrateur, qui est responsable de la conservation des procès-verbaux des réunions du Conseil ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le Conseil.

Le Conseil se réunira suite à la convocation faite par un administrateur.

Pour chaque réunion du Conseil, des convocations doivent être établies et envoyées à chaque administrateur au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès-verbal de la réunion du Conseil.

Toutes les convocations doivent spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des affaires à traiter.

Les convocations peuvent être faites aux administrateurs oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque administrateur peut renoncer à cette convocation par écrit, par télécopie, e-mail, moyens électroniques et tous autres modes de communication appropriés.

Les réunions du Conseil se tiennent valablement sans convocation si tous les administrateurs sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du Conseil tenues à l'heure et au lieu précisés précédemment lors d'une résolution du Conseil.

Chaque administrateur peut prendre part aux réunions du Conseil en désignant par écrit, par télécopie, e-mail ou tout moyen électronique un autre administrateur pour le représenter.

Un administrateur peut représenter plusieurs autres administrateurs.

Le Conseil ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée et comprend au moins un Administrateur A et un Administrateur B.

Les administrateurs peuvent assister à une réunion du Conseil par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant leur identification et leur participation permanente aux délibérations contradictoires. Une réunion du Conseil tenue de la sorte est réputée équivalente à une présence physique à la réunion tenue au siège social.

Les décisions du Conseil sont adoptées à la majorité des Administrateurs A et à la majorité des Administrateurs B, participant à la réunion ou qui y sont valablement représentés.

Les délibérations du Conseil sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou, si cela est applicable, par son remplaçant ou par deux administrateurs présents à l'assemblée. Les procurations restent annexées au procès-verbal. Toute copie ou extrait de ce procès-verbal est signé par le président ou deux administrateurs.

En cas d'urgence, une résolution écrite approuvée et signée par tous les administrateurs, dite circulaire, aura le même effet qu'une résolution prise lors d'une réunion du Conseil. Dans un tel cas, les résolutions écrites peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, fax, e-mails ou tout autre moyen de communication approprié.

Lorsque le Conseil est composé d'un Administrateur unique, celui-ci prend seul les décisions et les consigne par écrit.

Art. 9. Responsabilité des administrateurs. Un administrateur ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblées générales

Art. 10. Assemblées générales des Actionnaires.

10.1. Types d'assemblées, convocations, quorum et procédures de vote

(i) Les résolutions des Actionnaires sont adoptées en Assemblées Générales.

(ii) L'Assemblée Générale Annuelle se réunit chaque année pour délibérer sur l'approbation des comptes annuels et décider l'affectation des résultats.

(iii) L'Assemblée Générale Extraordinaire a pour objet la modification des statuts, le changement de la nationalité de la société ou l'augmentation des engagements des Actionnaires.

(iv) L'Assemblée Générale d'Agrément a pour objet l'approbation de tout transfert de la propriété économique et/ou juridique d'Actions à une personne physique ou morale qui n'est pas déjà Actionnaire.

(v) Les autres assemblées sont des Assemblées Générales Ordinaires.

(vi) Toutes les Assemblées Générales sont convoquées par le Conseil ou par le commissaire, à leur initiative ou sur requête d'actionnaires représentant le dixième du capital social.

(vii) L'Assemblée Générale Annuelle se tient au siège social de la Société le deuxième mardi du mois de mai de chaque année à 9 heures 30. Si ce jour est férié, l'Assemblée Générale se tient le prochain jour ouvrable à la même heure.

(viii) Toute autre assemblée générale des actionnaires se tient au lieu, à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

(ix) Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans qu'il doive être justifié d'une convocation préalable.

(x) Tout Actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit un mandataire qui ne doit pas nécessairement être Actionnaire.

(xi) Les Assemblées Générales délibèrent aux conditions de quorum et de majorité suivantes:

- Lors d'une Assemblée Générale Annuelle ou Ordinaire, les décisions sont prises à la majorité simple (plus de la moitié) des votes valablement exprimés à l'assemblée, sans tenir compte des voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

- Lors d'une Assemblée Générale Extraordinaire, les statuts ne peuvent être modifiés que par un acte notarié, si un quorum de présence de la moitié du capital social est atteint, que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et que les propositions sont adoptées à une majorité qualifiée des deux-tiers des votes valablement exprimés à l'assemblée, sans tenir compte des voix attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu ou a voté blanc ou nul. Si le quorum de présence n'est pas atteint, une nouvelle assemblée peut être convoquée, dans les formes statutaires, par des annonces insérées deux fois, à quinze jours d'intervalle au moins et quinze jours avant l'assemblée dans le Mémorial et dans deux journaux de Luxembourg. Cette convocation reproduit l'ordre du jour, en indiquant la date et le résultat de la précédente assemblée. La seconde assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée. Le changement de la nationalité de la Société ainsi que l'augmentation des engagements des Actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Associés et des obligataires éventuels.

- Lors d'une Assemblée Générale d'Agrément, l'approbation est décidée aux conditions requises pour les Assemblées Générales Extraordinaires, à l'exception de la forme de l'acte qui n'est pas obligatoirement notariée.

- En outre, les quorums de majorité et de vote applicables en fonction de la nature de la décision ou du type d'Assemblée Générale, doivent, pour chaque résolution, être obtenus dans chacune des classes d'Actions, A et B respectivement. A défaut de vote favorable valablement émis par une classe d'Actions, une proposition n'est pas valablement prise.

10.2. Pouvoirs et droits de vote

(i) Chaque Action donne droit à une (1) voix.

(ii) En cas de démembrement de la propriété des Actions, le droit de vote dans les Assemblées Générales Annuelles et Ordinaires est exercé par l'usufruitier et le droit de vote dans les Assemblées Générales Extraordinaire et les Assemblées Générales d'Agrément est exercé par le nu-propriétaire exclusivement.

(iii) Si un Actionnaire est mineur d'âge, il est représenté pour l'exercice des droits attachés aux Actions qu'il possède, dont le droit de vote, par son parent lui-même Actionnaire. Si les deux parents sont Actionnaires, le mineur est représenté par le parent Actionnaire depuis le plus long temps. Si aucun des parents n'est Actionnaire, l'exercice de l'autorité parentale est réglé par la loi applicable au mineur.

Art. 11. Actionnaire unique. Lorsque la Société ne compte plus qu'un Actionnaire unique, celui-ci exerce seul tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale et consigne par écrit ses résolutions.

Toute référence dans les Statuts à l'Assemblée Générale doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à cet actionnaire unique.

Exercice social - Bilan

Art. 12. Exercice social et approbation des comptes annuels. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'Assemblée Générale Ordinaire au commissaire ou, selon le cas, au réviseur d'entreprises.

Surveillance de la société

Art. 13. Commissaires. La surveillance de la société est confiée à un commissaire, qui ne doit pas être nécessairement Actionnaire. Le commissaire est nommé par l'Assemblée Générale, qui fixe sa rémunération éventuelle et peut le révoquer à tout moment.

La durée d'un mandat du commissaire n'excède pas six ans, mais est renouvelable.

Si la Loi l'exige ou si la Société décide de supprimer l'institution de commissaire, le contrôle des comptes annuels peut être confié à un réviseur d'entreprises agréé nommé par l'Assemblée Générale pour un mandat renouvelable.

Affectations - Distributions

Art. 14. Affectation des bénéfices. Des bénéfices nets annuels de la Société, cinq pour cent (5%) sont affectés à la réserve requise par la Loi. Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel qu'augmenté ou réduit le cas échéant, mais doivent être repris si la réserve légale devient inférieure à ce montant.

Le solde est à la disposition de l'Assemblée Générale. Au cas où l'action est détenue en usufruit et en nue-propriété, les dividendes reviennent à l'usufruitier.

Le Conseil peut verser des acomptes sur dividendes.

L'Assemblée Générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables sont affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Le compte de prime d'émission peut être distribué en tout ou en partie aux Actionnaires sur décision d'une Assemblée Générale Ordinaire.

Dissolution - Liquidation

Art. 15. L'Assemblée Générale Extraordinaire peut décider la dissolution de la Société et sa mise en liquidation volontaire.

Art. 16. La liquidation s'effectue par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'Assemblée Générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Le liquidateur est autorisé à verser des acomptes sur boni de liquidation.

Après le paiement de toutes les dettes et charges de la Société et des frais de liquidation, le boni de liquidation net est distribués aux Actionnaires.

Art. 17. Dispositions générales. La loi luxembourgeoise relative aux sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouvent leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Clôture

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, le Président lève la séance à 10.30 heures.

Dont procès-verbal, fait et dressé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture de tout ce qui précède, donnée à l'assemblée en langue d'elle connue, les membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé le présent procès-verbal avec Nous, notaire.

Signé: P. VAN HEES, S.S. WONG, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 29 août 2014. Relation: RED/2014/1909. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. ELS.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 10 septembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014142276/400.

(140161136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Marguerite Silver S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 163.087.

Il est porté à la connaissance des tiers que la nouvelle adresse professionnelle de Monsieur Michael Dedieu, gérant de la société, est «1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg».

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014144964/14.

(140164690) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF C, Société en Commandite simple sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 157.655.

Excerpts of the amended and restated limited partnership agreement (the "partnership agreement") of ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF C executed on 2 may 2014

1. Registered Office. The Partnership has its registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg.

2. Designation of the manager and signatory powers. ECE Real Estate Partners, S.à r.l. (the "Manager"), a société à responsabilité limitée, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with its registered office at 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 157549, with a share capital of one hundred twenty-five thousand Euro (EUR 125,000.-), has been appointed to (i) manage the affairs of the Partnership as external manager (gérant) and (ii) act as alternative investment fund manager (AIFM) of the Partnership within the meaning of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers.

The Manager has all powers and capacity to represent the Partnership vis-à-vis third parties and to validly commit the Partnership in all the operations which are covered by its purpose as described in the Partnership Agreement.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge aus dem geänderten Gesellschaftsvertrag (der "Gesellschaftsvertrag") der ECE European Prime Shopping Centre SCS SICAF SIF C unterzeichnet am 2. Mai 2014

1. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft ist in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg.

2. Wahl des Verwalters und Zeichnungsbefugnisse. ECE Real Estate Partners, S.à r.l. (der "Verwalter"), eine société à responsabilité limitée, gegründet und bestehend nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Gesellschaftssitz in 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen in Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer B157549, mit einem Gesellschaftskapital von einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125.000.-), wurde ernannt, um (i) die Angelegenheiten der Gesellschaft als externen Verwalter (gérant) und (ii) als Verwalter alternativer Investmentfonds (AIFM) der Gesellschaft im Sinne des luxemburgischen Gesetzes vom 12. Juli 2013 über Verwalter alternativer Investmentfonds, zu verwalten.

Der Verwalter verfügt über alle Befugnisse und die Fähigkeit die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten und sie in allen Geschäften, die durch ihren im Gesellschaftsvertrag beschriebenen Zweck gedeckt sind, rechtsgültig zu verpflichten.

Référence de publication: 2014141453/35.

(140160710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

**Tintean, Société à responsabilité limitée,
(anc. Tintean S.A.).**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 154.630.

RECTIFICATIF

Le soussigné Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), déclare par les présentes que dans un acte d'assemblée générale extraordinaire, reçu par son ministère en date du 4 novembre 2013, enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 2013, relation LAC/2013/50155, déposé au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg le 21 janvier 2014 (L140011800), pour le compte de la société à responsabilité limitée "TINTEAN", établie et ayant son siège social au 128, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 154.630, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°241 du 28 janvier 2014,

il y a lieu de procéder à la rectification suivante suite à une erreur matérielle:

IL Y A LIEU DE LIRE:

« **Art. 14.** L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 15. Chaque année, au 31 décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.»

AU LIEU DE:

« **Art. 14.** L'exercice social commence le premier novembre de chaque année et se termine le trente et un octobre de l'année suivante.

Art. 15. Chaque année, au 31 octobre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.»

Le notaire soussigné requiert la mention de cette rectification partout où cela s'avère nécessaire.

Signé: P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 août 2014. Relation: LAC/2014/41337. Reçu 12.-€ (douze Euros).

Le Receveur ff. (signé): Carole FRISING.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 29 août 2014.

Référence de publication: 2014142490/31.

(140161425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 septembre 2014.

Luxmetall Bau AG, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 64, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 110.594.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 17/09/2014.

Référence de publication: 2014144953/10.

(140165272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Limelux S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 145.105.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014144944/9.

(140165124) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.

Alkmene S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 139.542.

Les comptes annuels au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Pour la société Alkmene S.à r.l

Référence de publication: 2014145301/12.

(140165805) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 septembre 2014.

Uxa Group, Société Anonyme.

Siège social: L-9712 Clervaux, 3B, Montée du Château.

R.C.S. Luxembourg B 186.044.

Par la présente, je vous confirme ma décision de démissionner de mon mandat d'administrateur dans votre société, avec effet immédiat.

Le 16 septembre 2014.

TOUSSAINT FERNAND.

Référence de publication: 2014145285/10.

(140164845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 septembre 2014.
